



BUREAU INDEPENDANT ANTI-CORRUPTION



RAPPORT ANNUEL 2010

SOMMAIRE

MOT DU DIRECTEUR GENERAL	5
SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS	7-9
1.- CADRE GENERAL D'INTERVENTION	10
2.- RAPPEL DU CADRE STRATEGIQUE ET DU CONTEXTE OPERATIONNEL	13
3.- PRINCIPAUX OBJECTIFS ET RESULTATS ESCOMPTES DE L'ANNEE 2010	15
4.- EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2010	18
5.- REALISATIONS DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	20
5.1 - VOLET EDUCATION.....	20
5.2 - VOLET PREVENTION.....	29
5.3 - VOLET APPLICATION DE LA LOI.....	39
6.- ACTIVITES DE COMMUNICATION	48
6.1 - VOLET COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE.....	48
6.2 - VOLET COMMUNICATION DE MASSE.....	53
6.3 - COMMUNICATION DE PROXIMITE.....	56
7.- RESSOURCES HUMAINES	59
7.1 - EVOLUTION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL.....	60
7.2 - FORMATIONS ET RENFORCEMENT DES CAPACITES DU PERSONNEL.....	60
8.- ADMINISTRATION ET FINANCES	61
8.1 - PRINCIPALES REALISATIONS PHYSIQUES.....	61
8.2 - ALLOCATIONS DE RESSOURCES ET REALISATIONS FINANCIERES.....	62
8.3 - SITUATION DES ENGAGEMENTS ET DES CREDITS 2010.....	62
9.- PERSPECTIVES	64
9.1- GRANDES LIGNES DES ACTIVITES DES EXERCICES 2011- 2013.....	64
9.2- PRINCIPALES ORIENTATIONS DES ACTIVITES DE L'ANNEE 2011.....	65
9.3- PRINCIPAUX RESULTATS ESCOMPTES POUR L'ANNEE 2011.....	66
9.4- BUDGET DE L'EXERCICE 2011.....	68
ANNEXE 1 : ORGANIGRAMME DU BIANCO	70
ANNEXE 2 : RAPPORT DES COMITES CONSULTATIFS DU BIANCO	71
ANNEXE 3 : TABLEAU DE COMPARAISON DES REALISATIONS AUX INDICATEURS PREVUS	79

Liste des tableaux

<u>Tableau 1</u> : Liste des entités appuyées pour la mise en application de standards des services.....	33
<u>Tableau 2</u> : Liste des Collectivités appuyées pour la mise en place de standards des services.....	35
<u>Tableau 3</u> : Nombre des localités mobilisées pour la redynamisation des Boîtes à doléances.....	38
<u>Tableau 4</u> : Etat des Déclarations de Patrimoine reçues par année et par Faritany.....	39
<u>Tableau 5</u> : Etat des Déclarations de Patrimoine reçues par catégorie des assujettis.....	40
<u>Tableau 6</u> : Etat récapitulatif des doléances et résultats de traitement des dossiers de corruption.....	42
<u>Tableau 7</u> : Proportion des dossiers de corruption transmis aux Juridictions de 2004 à 2010.....	44
<u>Tableau 8</u> : Résultat des investigations effectuées au cours de l'exercice 2010.....	44
<u>Tableau 9</u> : Répartition par secteur des cas de corruption dénoncés en 2010.....	45
<u>Tableau 10</u> : Etat récapitulatif des doléances reçues de Septembre 2004 à fin Décembre 2010.....	46
<u>Tableau 11</u> : Situation des Doléances et des dossiers investigables depuis 2004.....	47
<u>Tableau 12</u> : Etat récapitulatif des résultats des investigations de 2004 à fin Décembre 2010.....	47
<u>Tableau 13</u> : Communication de proximité au niveau des six branches territoriales du BIANCO.....	56
<u>Tableau 14</u> : Activités de communication à l'occasion du 09 décembre.....	57
<u>Tableau 15</u> : Mouvement du personnel au cours de l'année 2010.....	59
<u>Tableau 16</u> : Répartition par rubrique du Budget 2010 alloué au BIANCO.....	62
<u>Tableau 17</u> : Etat des allocations budgétaires 2010 et des crédits mandatés.....	62
<u>Tableau 18</u> : Situation des crédits de fonctionnement et d'investissement 2010.....	63
<u>Tableau 19</u> : Budget et schéma de financement des activités 2011 du BIANCO.....	68
<u>Tableau 20</u> : Etat des dossiers soumis pour examen des Comités Consultatifs.....	75
<u>Tableau 21</u> : Etat des dossiers classés sur décision des Comités Consultatifs.....	76

Liste des graphiques

<u>Graphique 1</u> : Projection et évolution de l'I.P.C de Madagascar de 2002 à 2012.....	14
<u>Graphique 2</u> : Evolution des Déclarations de patrimoine reçues par BIANCO depuis 2005.....	41
<u>Graphique 3</u> : Evolution par année et par catégorie des Doléances reçues.....	43
<u>Graphique 4</u> : Evolution par année des dossiers traités et des dossiers transmis aux juridictions.....	43



MOT DU DIRECTEUR GENERAL

L'année 2010 a vu le prolongement de la transition politique à Madagascar, avec ce que cela suppose de fragilité institutionnelle et de désacralisation de la notion d'Etat de droit.

Et le public a été d'autant plus sensible face à la recrudescence des pratiques de corruption, sous forme de trafic d'influence et autres abus de fonction, perpétrés par de hauts responsables qui semblent jouir encore d'une relative impunité.

Plusieurs affaires sensibles ont été dénoncées au public, révélées à grands coups de titres médiatiques, touchant des secteurs tels que l'environnement (exploitation et exportation illicites de bois précieux), les forces armées

(affaires FIGN et BANI), la fonction publique (fraude à l'occasion de concours administratifs) : autant de scandales liés à la corruption et/ou d'abus de fonction qui ont défrayé la chronique.

En ce qui le concerne, le Bureau Indépendant Anti-Corruption, dûment saisi, a diligenté les enquêtes nécessaires et transmis les dossiers aux autorités compétentes pour la suite de la procédure pénale.

L'occasion m'est donnée ici de rappeler la nécessité d'une chaîne anti-corruption effective, qui implique une réelle identité de vues entre les organes de répression de la corruption et le système judiciaire dans son ensemble.

Le BIANCO œuvre dans ce sens avec le Ministère de la Justice, depuis 2008, par le biais d'une convention de partenariat, qui prévoit la communication par la Justice du sort des dossiers transmis après investigations par le BIANCO.

A terme, il s'agit d'un dispositif qui ferait ressortir l'état des condamnations des infractions de corruption portées devant la Justice. De telles informations contribueraient à renforcer la confiance du public, et partant, la crédibilité de la lutte contre la corruption.

Cette crédibilité de la lutte contre la corruption a été mise à mal par les scandales évoqués supra, et ainsi que nous l'avons prévu, Madagascar a enregistré une baisse de 0.4 points au score IPC de Transparency International : 3.4 en 2008, 3 en 2009 et 2.6 en 2010.

L'IPC ou Indice de Perception de la Corruption rassemble des informations recueillies au cours des deux dernières années, à partir de sources d'informations différentes émanant de plusieurs institutions indépendantes et mesurant le degré de corruption (fréquence, montant des pots-de-vin) affectant le secteur public et le monde politique.

Au vu des événements qui se sont succédés, force est de constater que les acquis de la lutte contre la corruption depuis 2004 sont plus que jamais fragilisés, alors que les enjeux économiques sont de taille.

Depuis 2009, le BIANCO est en butte à des interpellations publiques quant à son efficacité, voire quant au bien fondé du programme de lutte contre la corruption.

De telles réactions sont légitimes, de la part d'un public qui continue de subir les conséquences de pratiques et comportements qu'il a pourtant dénoncés : népotisme, trafic d'influence et d'abus d'autorité en tous genres, imputables à de hauts responsables et face auxquels les gouvernants semblent baisser les bras.



La présentation devant le Gouvernement du rapport d'activités annuel du BIANCO devait ainsi être considérée comme une impulsion donnée à ces hauts responsables d'agir davantage et plus profondément pour une bonne gouvernance.

Nous réitérons notre appel pour un signal fort de la part des dirigeants, une volonté affichée de mettre un terme à la perception de l'opinion publique sur l'existence d'un réseau d'impunité, qui toucherait non seulement les cas de corruption mais aussi les délits de droit commun.

En dépit des circonstances, et malgré le manque de moyens, dû notamment à la suspension des financements extérieurs, le BIANCO continue ses efforts, avec ses partenaires des secteurs public et privé, en vue de condamner, exposer et punir la corruption. Il a pu alors maintenir une visibilité et une présence marquées sur le terrain à travers ses six branches territoriales.

Le Bureau a aussi déployé des efforts énormes pour pouvoir garder une certaine présence sur le plan international. En effet, la diffusion de la culture anti-corruption est en train de bénéficier d'un mouvement planétaire face auquel Madagascar ne peut se payer le luxe de rester à l'écart.

Car le meilleur espoir de gagner la bataille contre la corruption est la continuité de notre engagement envers les valeurs d'honnêteté dans la gouvernance, de comportement juste et de primauté du droit.

SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption a été fortement sollicité au cours de l'année 2010, et ce alors que ses ressources dépendaient exclusivement du Budget de l'Etat, depuis la suspension des financements des partenaires étrangers et la fin de la subvention octroyée par le Royaume de Norvège.

En termes de programmation des activités, le retard dans la mise en place des crédits ainsi que les diverses régulations intervenues en cours d'exercice ont quelque peu perturbé la mise en œuvre du plan de travail annuel prévu.

Néanmoins, des travaux de réhabilitation des bureaux ont été réalisés à Toliara et Fianarantsoa, et divers matériels informatiques ont été acquis en complément du parc existant.

Au plan opérationnel, les objectifs fixés n'ont pas tous été atteints, et les écarts enregistrés s'inscrivent logiquement dans le contexte de crise politique actuelle.

Dans le domaine de l'éducation et de la communication, la création de réseaux d'intégrité et d'honnêteté a bien démarré sur tout le territoire : 17 réseaux sur les 18 prévus ont été installés, grâce au dynamisme des jeunes et des responsables scolaires. Des séances d'animation et de suivi sont programmées pour soutenir ce début d'engagement citoyen.

Par ailleurs, l'on a pu constater qu'une certaine stabilité au niveau des instances dirigeantes dans les régions a permis de poursuivre la mise en place des politiques régionales de lutte contre la corruption, entamée en 2009.

Par contre, l'analyse de systèmes et procédures en vue d'un dispositif de prévention de la corruption n'a pu être réalisée du fait de ressources financières insuffisantes, seulement trois systèmes ont fait l'objet d'analyse sur les douze programmés.

De fait, les activités de prévention de la corruption du BIANCO se sont essentiellement axées sur l'assistance à l'organisation des concours administratifs, pour lesquels il a fallu prendre un certain nombre de mesures.

Malgré le dispositif de sécurisation destiné à protéger toutes les étapes (sujets d'examens, anonymat des candidats et des copies, transcription des notes, délibérations, arrêtage de la liste des candidats admis et publication des résultats), plusieurs tentatives illicites ont été constatées à divers niveaux.

Les manquements dénoncés ont fait l'objet de recommandations spécifiques par le BIANCO, jusqu'à ce que les mesures de redressement nécessaires aient été prises par les autorités concernées.

Pour les cas où le BIANCO n'a pas assisté l'entité organisatrice des concours, alors que des plaintes lui sont parvenues sur des suspicions de corruption à ce propos, les enquêtes sont menées selon la procédure réglementaire.

Sujet sensible s'il en est, la crédibilisation des concours administratifs a fait l'objet d'une conférence de presse. Il a été rapporté à cette occasion qu'une réactualisation de l'organisation et des textes régissant les concours administratifs est en cours d'étude, notamment le décret n° 2004-730 du 29 juillet 2004 relatif aux modalités de recrutement et de nomination des fonctionnaires, ainsi que celui n°2005-500 du 19 juillet 2005 sur les principes généraux relatifs à l'organisation des concours administratifs.

L'importance de cet enjeu n'est plus à démontrer, face aux facilités d'accès à la technologie électronique et informatique, rendant possible la pratique de fraude –liée à la corruption- dans ce domaine.

Cependant, il y a lieu d'interpeller la conscience de tout un chacun, pour préserver le respect du principe de l'égalité de chance et de traitement des candidats à tout concours officiel : intégrité sans faille pour l'enseignant concepteur de sujet, pour les responsables chargés d'en sécuriser la conservation, honnêteté

des parents et des candidats qui ne doivent en aucun cas chercher ni encore moins acheter des sujets d'examen, ... et la liste concerne tous les responsables du haut en bas de l'échelle.

En termes d'application de la loi, les déclarations de patrimoine reçues couvrent un peu moins de la moitié des prévisions pour 2010 ; peu d'empressement, malgré la volonté politique affichée par les tenants du pouvoir, liées également au changement fréquent des personnes assujetties dans les diverses institutions.

Le nombre de doléances reçues a également diminué, 4 945 en 2010 contre 5 858 en 2009 : si le contexte actuel peut engendrer un revirement de comportement de la part des citoyens pour expliquer cette diminution, une baisse continue sur plusieurs années de suite mériterait réflexion de notre part.

Il convient de signaler à ce propos que Transparency International/Initiative Madagascar vient de mettre en place le Centre d'Appui Juridique et d'Assistance Citoyenne (CAJAC) destiné à recueillir les plaintes de citoyens pour les orienter selon leur spécificité. Ainsi, les plaintes pour faits de corruption seront transmises au BIANCO.

Au plan de la répression des infractions de corruption, les actions d'investigation portent sur 886 dossiers dont près de 32% enregistrés à Antananarivo. 337 dossiers ont été transmis aux juridictions sur tout le territoire, et il reste 328 dossiers en cours de traitement.

A l'issue des investigations effectuées au cours de l'année 2010, il y a eu 181 arrestations et 43 placements sous mandat de dépôt.

Les mandats de dépôt ne représentent que 24% des arrestations effectuées par le BIANCO, ce qui met en évidence l'importance des efforts à fournir pour assurer l'efficacité de « la chaîne anti-corruption » à Madagascar.

La première réunion de coordination et d'évaluation des activités, prévue dans la convention de partenariat BIANCO/JUSTICE de 2008, a eu lieu en août 2010, avec la participation du Ministère de la Justice, le BIANCO, le Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité, le Service de Renseignements Financiers, la Chaîne Pénale anti-corruption, les Juridictions et la Police judiciaire.

De telles initiatives méritent d'être poursuivies, de même que le Circulaire n° 009-MJ/SG/DPI/DGAJER/DAI-DPI-CIRC/09 du Ministère de la Justice en date du 23 novembre 2009 sur la mise en œuvre de la politique pénale anti-corruption auprès des Cours et Tribunaux constitue un préalable incontournable pour redynamiser et garantir l'efficacité de « la chaîne anti-corruption ».

En ce qui a trait aux relations internationales, et en dépit de la situation politique actuelle, le BIANCO a été invité à diverses réunions et conférences internationales sur l'anti-corruption, notamment :

- à la 4^{ème} conférence annuelle de l'IAACA (International Association of Anti-Corruption Authorities) en Chine ;
- à la 1^{ère} session du groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption (Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime – UNODC) en Autriche ;
- à la conférence organisée par International Corruption Hunters Net Work à Washington (Conference on joining forces to combat transnational bribery).

Ces déplacements à l'extérieur du Directeur Général et des Directeurs du BIANCO ont été pris en charge respectivement par l'Ambassade de Chine et l'Ambassade de France à Madagascar, ainsi que sur financement de la Banque Mondiale.

Ce genre de coopération s'inscrit dans le cadre des accords internationaux qui continuent de jouer un rôle clé dans la condamnation internationale de la corruption. Ils engagent les gouvernements à prendre des mesures et à promouvoir la coopération et l'assistance technique internationales.

Au plan national, le renforcement de la crédibilité de la lutte contre la corruption doit être perçu comme un mécanisme irréversible demandant la mobilisation de tout un chacun, car le changement global de comportements et de pratiques en vue d'instaurer la transparence demande du temps et de la persévérance.

Il faut enfin prendre en considération l'avènement imminent de l'exploitation pétrolière dans l'île, ainsi que l'entrée progressive des grands investissements miniers en phase d'exploitation.

Ces nouveaux chantiers constituent de nouveaux défis et enjeux majeurs, notamment en termes de transparence dans la gestion des ressources naturelles et des industries extractives, puisque ces domaines sont particulièrement vulnérables à la corruption.

La nécessité s'impose de la surveillance par le public des actions de l'Etat, de l'octroi de concessions et des autres moyens d'exploitation des avoirs publics. Ce principe sous-tend l'Initiative en faveur de la transparence dans les industries extractives (EITI), laquelle vise à accroître la transparence des paiements et des recettes provenant du pétrole, du gaz et des mines.

Un projet d'appui opérationnel du BIANCO a été présenté par le BIANCO en 2008, qui devait s'inscrire dans la coopération avec le Royaume de Norvège, et dont la mise en œuvre devait être assurée par les branches territoriales d'Antananarivo et de Mahajanga.

Les différentes contraintes énumérées supra, qui ont freiné quelque peu les activités du BIANCO en 2010, sont dues aux crises politiques successives dans le pays.

L'on peut affirmer que ces crises trouvent leur fondement, entre autres, dans la dénonciation d'une situation généralisée de corruption. Des régimes politiques perdent leur légitimité à cause de la corruption, tandis que des pouvoirs politiques se trouvent légitimés par leur volonté d'éradiquer la corruption.

Lutter contre la corruption contribue en définitive à renforcer l'Etat dans l'exercice de ses fonctions régaliennes et l'accomplissement de ses missions : les événements ont démontré que la réussite de la lutte contre la corruption est une condition essentielle de la stabilité sociale et politique de tout régime, c'est aussi la concrétisation de l'aspiration de la population à une meilleure gouvernance, à plus de justice, à un environnement socio économique meilleur.

1

CADRE GENERAL D'INTERVENTION

1.1 – Cadre juridique et légal

Le Programme de Lutte Contre la Corruption de Madagascar a été établi sur la base de :

- la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Corruption, adoptée le 31 Octobre 2003 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, signée à Mérida au Mexique en Décembre 2003, ratifié par 77 pays au 30 Octobre 2006 - dont Madagascar au mois de Juillet 2004 - et mise en vigueur le 14 Décembre 2005 ;
- la Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte Contre la Corruption, adoptée par les Chefs d'Etat le 11 Juillet 2003 lors du Sommet de l'Union Africaine tenu à Maputo en Mozambique. 40 pays Africains, dont Madagascar, avaient signé cette Convention au 12 Juin 2006. Cette Convention est mise en vigueur à partir du 05 Août 2006 ;
- du Protocole de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (S.A.D.E.C) signé le 14 Août 2001.

Le mode de fonctionnement et le cadre général d'intervention du BIANCO sont régis principalement par :

- la loi n° 2004-030 du 09 Septembre 2004 sur la lutte contre la corruption et promulguée au journal officiel de la République de Madagascar le 16 Septembre 2004 ;
- le décret n° 2008-176 du 15 Février 2008 abrogeant le décret 2004 – 937 du 05 Octobre 2004, adopté en Conseil du Gouvernement, et portant réorganisation du Bureau Indépendant Anti-Corruption ;
- le décret n° 2002 – 1127 du 30 Septembre 2002 instituant une obligation de déclaration de patrimoine par certaines catégories de hautes personnalités et de hauts fonctionnaires, modifié et complété par le décret n° 2004 – 983 du 12 octobre 2004 ;
- la loi n° 2004 – 020 du 19 Août 2004 sur le Blanchiment, le dépistage, la confiscation et la coopération internationale en matière de produits du crime.

1.2 – Cadre Institutionnel

Le Bureau est rattaché administrativement et financièrement à la Présidence de la République de Madagascar. L'autonomie opérationnelle du BIANCO est garantie par la sécurité de la fonction de ses dirigeants et la disponibilité de ressources suffisantes, suivant les termes du Chapitre II de la loi 2004- 030 du 09 septembre 2004.

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption a pour obligation de rendre compte des résultats de ses activités par le biais d'un rapport annuel adressé au Président de la République et au Parlement.

Les Comptes du BIANCO sont soumis au contrôle annuel effectué par la Cour des Comptes.

1.3 – Cadre structurel et organisationnel

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption est constitué par une Direction Générale, sise à son Siège « Villa la Piscine » Ambohibao ANTANANARIVO et par six (6) Branches Territoriales installées dans le Chef Lieu des Ex- Provinces de Madagascar.

La *Direction Générale* est composée d'un :

- *Cabinet* formé de Conseillers Juridiques et Techniques et d'Inspecteur, chargés respectivement de l'appui juridique, d'études et d'expertise technique et du contrôle interne de gestion et d'éthique ;
- *Département Programmation, Contrôle et Suivi – Evaluation*, dont la principale mission consiste en l'encadrement des structures opérationnelles et la coordination des activités des Branches Territoriales ;
- *Département Ressources Humaines*, garant de la mise en œuvre du Règlement Général du Personnel ;
- *Département Administration et Finances*, chargé de l'administration générale, du budget et de la tenue de la comptabilité du BIANCO ;
- *Département Communication*, responsable de l'élaboration et la mise en œuvre de la politique et de la stratégie de communication du Bureau.

Chaque Branche Territoriale, rattachée directement au Directeur Général, comporte une :

- *Division Education – Prévention*, qui conduit principalement les activités opérationnelles de mobilisation du public et des secteurs, dans sa circonscription respective, à la mise en application des dispositifs pour l'éradication de la pratique de corruption et à la mise en œuvre du Programme de lutte contre ce fléau;
- *Division Investigation*, qui effectue essentiellement le traitement des dossiers de corruption et des infractions assimilées dont la Branche a été saisie, d'une part, et de la réception des déclarations de patrimoine, d'autre part. Les documents de déclaration de patrimoine sont regroupés et conservés auprès de la Branche Territoriale d'Antananarivo ;
- *Division Administration, Finances et Ressources Humaines*, responsables des activités administratives et comptables ainsi que celles se rapportant à l'administration du personnel de la Branche.

Les Divisions Education – Prévention et Investigation sont assistées respectivement par un Comité Consultatif. Chaque Comité, dont les membres sont choisis de part leurs expériences, fonctions et responsabilités mais surtout de leur intégrité, est chargé, dans leur domaine respectif, de donner des avis

sur les réalisations et les activités opérationnelles de la Branche concernée, entre autres, sur les rapports relatifs aux investigations qui ont échoué et aux plaintes ne pouvant pas donner lieu à une investigation, préalablement à la prise d'une décision de classement par le Directeur Général et sur les relations avec les citoyens.



La Branche territoriale d'Antsirana



La Branche territoriale de Fianarantsoa



La Branche territoriale de Mahajanga



Le siège du BIANCO à Ambohibao



La Branche territoriale de Toamasina



La Branche territoriale de Toliara



La Branche territoriale d'Antananarivo

2

RAPPEL DU CADRE STRATEGIQUE ET DU CONTEXTE OPERATIONNEL

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption, opérationnel depuis le 15 octobre 2004, est chargé de conduire la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption, axée sur les trois principaux volets suivants :

- *l'Education des citoyens* sur les effets néfastes engendrés par la corruption et l'incitation de la communauté à lutter contre la corruption ;
- *la Prévention de la corruption* par l'éradication de la pratique de ce fléau et l'élimination des risques dans le fonctionnement des systèmes des secteurs public et privé ;
- *l'Application de la législation anti-corruption.*

Les principaux objectifs visés par la mise en œuvre du Programme de Lutte Contre la Corruption consistent à :

- Réduire significativement la corruption par le changement de valeurs et de mentalité, d'une part, et par l'application des dispositifs anti-corruption, d'autre part ;
- Accroître la confiance du public et des entreprises dans un traitement juste et équitable par les tribunaux, par l'Administration publique (notamment douanes, impôts et foncier) et par les forces de sécurité.

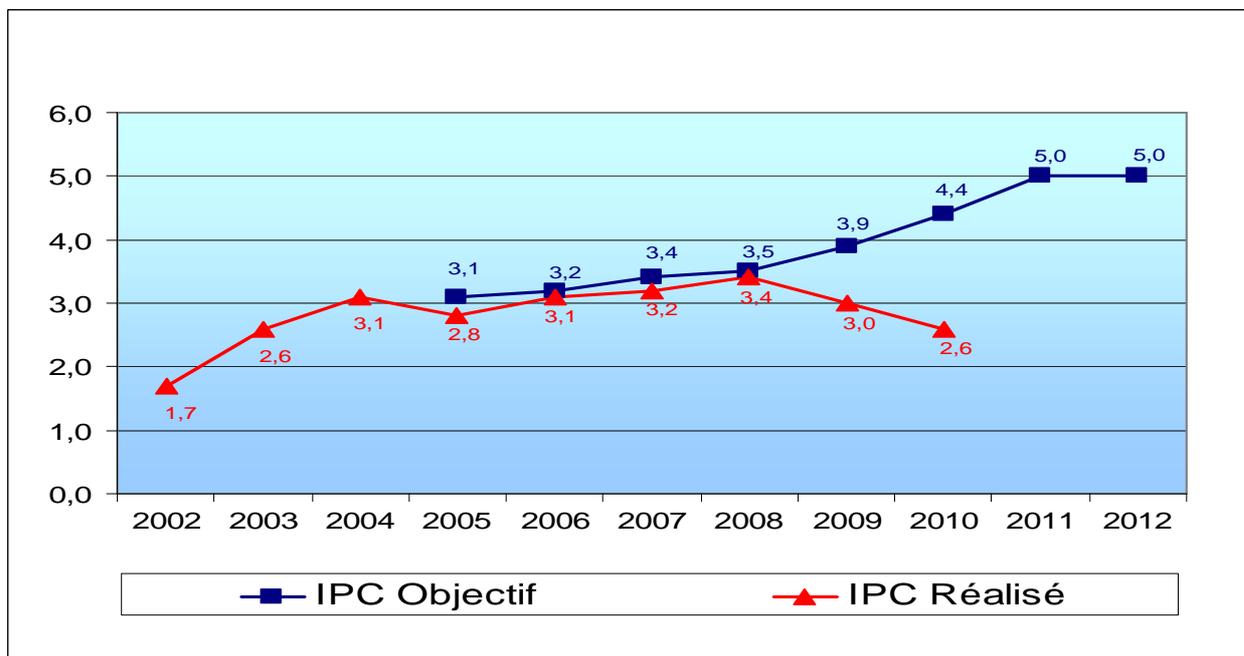
La réalisation de ces objectifs tend vers :

- L'instauration d'un environnement social amélioré et d'un milieu des affaires assaini ;
- La mise en place d'une administration probe et efficace ;
- La promotion d'une bonne gestion des ressources nationales.

Ce Programme vise initialement à atteindre le niveau **5.0** de l'**Indice de Perception de Corruption** (IPC) de l'ONG Transparency International **en 2012**, d'une part, et de réduire à **1,5%** la proportion des dépenses moyennes des ménages utilisées pour obtenir des services publics par la corruption.

Le graphe suivant illustre l'évolution du score de l'I.P.C de Madagascar depuis les années 2002 à 2010 et les objectifs initialement fixés par année à partir de 2005 pour atteindre le score 5.0 en 2012.

Graphique 1 : Projection et évolution de l'I.P.C de Madagascar de 2002 à 2012



L'avènement de la crise politique depuis le début de l'année 2009 a engendré des perturbations significatives sur la mise en œuvre de ce Programme. Les occasions et les opportunités de corruption et des infractions assimilées ont été fortement développées. La pratique de la corruption est devenue une attitude généralisée de tous les acteurs pour atténuer les effets et incidences de la crise.

Ce comportement négatif s'est vite amplifié dans tous les secteurs. Le revirement à la situation d'avant 2003, période de démarrage effectif de la lutte contre la corruption à Madagascar, constitue une menace permanente pour le Programme, en général, et pour le Bureau Indépendant Anti-Corruption, en particulier.

Face à ce contexte de crise où le BIANCO aurait dû faire des efforts exceptionnels dans la réalisation de la mission qui lui a été confiée, on assiste à des contraintes qui lui retiennent d'assumer correctement ses activités. Ces contraintes résident, entre autres, dans :

- la rupture des appuis de la Communauté internationale pour le financement des activités du Programme. La convention de financement conclue avec le Royaume de Norvège pour l'Assistance aux activités du BIANCO arrivait à échéance au 30 Septembre 2009. Les efforts entrepris par l'Etat Malagasy pour les allocations budgétaires de l'année 2010 ne permettent pas de couvrir les besoins en financement des principales activités du Bureau ;
- la vétusté des matériels et des équipements surtout en parcs véhicules et en matériels informatiques. Cette situation a une incidence significative sur la mobilité des agents pour la mise en œuvre des activités, en particulier, et la performance du Bureau, en général ;
- le manque du personnel opérationnel à cause de la non disponibilité de postes budgétaires et des financements nécessaires pour le recrutement des agents et la couverture des frais de fonctionnement y afférents.

3

PRINCIPAUX OBJECTIFS ET RESULTATS ESCOMPTES DE L'ANNEE 2010

Les principales orientations du plan de travail 2010 du BIANCO, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la corruption, se résument ainsi :

1. Promouvoir la **visibilité permanente** du Bureau et préserver sa **crédibilité** ;
2. Gérer de manière rationnelle les ressources mises à la disposition du BIANCO dans une optique **d'optimisation des coûts, de maximisation des rendements et de renforcement des mesures internes** ;
3. Améliorer les connaissances de la population sur les **formes de corruption et infractions assimilées** ainsi que sur les **procédures de dénonciation** de la corruption ;
4. Renforcer le partenariat et la **collaboration avec les Organisations de la Société Civile et les Secteurs** ;
5. Intensifier la mobilisation du public à **dénoncer les cas de corruption** et adopter un **comportement de refus de la corruption** ;
6. Améliorer le **traitement des doléances** et réduire au minimum les dossiers en instance ;
7. Dynamiser la **chaîne anti-corruption** et renforcer les liaisons opérationnelles;
8. Accompagner les Régions dans la mise en œuvre de leur **Politique Régionale de Lutte Contre la Corruption** ;
9. Consolider les acquis pour la **promotion et l'effectivité de la déclaration de patrimoine**;
10. Renforcer les actions de plaidoyer et de mobilisation des Responsables du Ministère de l'Education Nationale en vue d'intégrer la dimension « Lutte Contre la Corruption » dans les **programmes scolaires** ;
11. Mobiliser les établissements scolaires à la participation des étudiants aux activités se rapportant à **l'appropriation de la lutte contre la corruption** et à l'adoption de la **culture de refus de la corruption** ;
12. Renforcer les activités relatives à l'élaboration et la vulgarisation des codes de conduite et de déontologie et à la déclaration des **principes d'affaires** pour le secteur privé ;
13. Promouvoir les dispositifs anti-corruption et accompagner les entités clientes dans le processus de **redressement de leurs systèmes et procédures** ainsi que pour la **mise en œuvre des recommandations d'audit** de risques de corruption ;

14. Accompagner les Collectivités Territoriales Décentralisées (Régions et Communes) dans le processus d'adoption des dispositifs permettant d'assurer la bonne **gestion des ressources publiques** et de combattre la corruption dans l'application des **procédures de passation des marchés publics** ;
15. Poursuivre les travaux d'assistance des entités des secteurs sensibles aux **concours administratifs** et les activités de lutte contre la corruption sur les **axes routiers**.

Les principaux résultats opérationnels escomptés pour l'année 2010 se résument ainsi :

Dans le cadre de l'**application de la législation anti-corruption** :

- **7 000** doléances sont reçues, dont **1 250** font l'objet d'investigation ;
- **1 000** dossiers investigables sont traités, dont **400** sont transmis aux juridictions ;
- Opérationnalité du Système informatisé de suivi du traitement de doléances ;
- Résultats des dossiers transmis aux juridictions communiqués périodiquement par le Ministère de la Justice au BIANCO ;
- Liste mère des assujettis à la Déclaration de Patrimoine pour l'année 2010 mise à jour ;
- **50%** (environ **3 000** déclarations) des personnes assujetties à la Déclaration de Patrimoine se sont acquittées de leur obligation légale.

Dans le cadre des **volets Education et Prévention** :

- **Grand public mobilisé** à refuser la pratique de corruption et à dénoncer les cas de corruption dont il est témoin ou victime ;
- **Image et visibilité du Bianco** améliorées à travers la publication périodique des résultats: site web mis à jour – magazine BIANCO INFO – documentaire TV;
- **Politique Régionale de Lutte Contre la Corruption (PRLCC)** effective dans les **18 Régions** de Madagascar et intégrée dans les Plans Régionaux de Développement (PRD) ;
- **Promotion de la lutte contre la corruption sur les axes routiers** ;
- Travaux d'élaboration et de vulgarisation de **code de conduite** et de déontologie poursuivis et étendus aux secteurs sensibles et vulnérables à la corruption : **Administration pénitentiaire - Greffiers - Impôts – Domaines – Douanes – Gendarmerie – Mines,...** ;
- **Jeunes mobilisés** et actifs aux actions de lutte contre la corruption dans leur établissement scolaire à travers les clubs anti-corruption et les réseaux d'honnêteté et d'intégrité;
- Poursuite du processus d'introduction des **notions d'intégrité morale et vie publique dans les programmes scolaires** ;
- **Stratégie de lutte contre la corruption** élaborée et adoptée par les groupements d'entreprises du **Secteur Privé** en vue de la mise en œuvre de la Déclaration des Principes d'Affaires et de l'application de Code de Conduite des Affaires ;
- **12 travaux de revue des systèmes et d'analyse des procédures** réalisés dans les secteurs : Foncier, Trésor Public, Justice, Santé Publique, Collectivités Territoriales Décentralisées, Mines, Portuaire et Aéroportuaire, Service de la Visite Technique ;
- Pratiques et risques de corruption au sein des services publics réduits par l'application des **dispositifs de prévention** et de l'opérationnalisation des **standards minima de services** :
 - **7 secteurs accompagnés** dans la mise en œuvre des recommandations d'audit,

- **150 Services Techniques** Déconcentrés, **90 Collectivités** Territoriales Décentralisées, **50 Guichets Fonciers** et **19 Hôpitaux** appuyés dans la mise en place et l'opérationnalisation des dispositifs anti-corruption,
- **5 Entités assistées** dans l'organisation des concours administratifs et **5 autres entités bénéficiaires** des appuis ponctuels.



Mobiliser les jeunes à lutter contre la corruption figure parmi l'objectif des réseaux d'honnêteté (Lycée Jules Ferry à Faravohitra - 2010)

4

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2010

La rupture des appuis financiers venant des partenaires internationaux a fortement marqué l'exercice 2010. Ainsi, pour la première fois de sa vie, le financement des activités du Bureau Indépendant Anti-corruption est – il assuré principalement par les allocations budgétaires de l'Etat Malagasy.

Toutefois, des financements, à titre strictement ponctuel, en provenance de la Banque Mondiale et des Ambassades de la France et de la Chine ont permis au BIANCO d'honorer les invitations à participer aux réunions et conférences internationales sur la lutte contre la corruption.

Sur les relations internationales

Le Bureau indépendant Anti-Corruption a été représenté et a participé activement :

- au « 4th IAACA annual conference and general meeting » organisée par « l'International Association of Anti-Corruption Authorities (IAACA) » à MACAO en Chine du 02 au 05 Novembre 2010 et portant sur le thème du chapitre IV de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Corruption se rapportant à la coopération Internationale. La participation du BIANCO à cette conférence a été rendue possible grâce au financement de l'Ambassade de Chine à Madagascar ;
- à la reprise des travaux de la première session du Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption qui s'est tenue à l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (UNODC) à Vienne en Autriche au cours de la période du 29 Novembre au 01 Décembre 2010. Les frais de séjour et de voyage du Représentant du Bureau à cette session ont été pris en charge par l'Ambassade de France à Madagascar ;
- à la « conference on joining forces to combat transnational bribery » organisée par « International Corruption Hunters Net Work » au cours de la période du 06 au 08 Décembre 2010 à Washington – DC, sur invitation et financement de la Banque Mondiale

Messieurs le Directeur de la Programmation, du Contrôle et du Suivi- Evaluation et les Directeurs des Branches Territoriales d'Antananarivo et de Toamasina, ont été désignés pour représenter le BIANCO au Comité des Experts Malgaches chargé de l'examen de l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption.

La première réunion du Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies Contre la Corruption, tenue le 28 Juin au 02 Juillet 2010 à Vienne en Autriche, a décidée que :

- Cameroun devrait être examiné par Madagascar et Pays Bas en 2010 ;

- Madagascar sera parmi les pays à examiner en 2013.

L'Indice de Perception de la Corruption à Madagascar, suivant l'évaluation publiée par Transparency International, est passée de 3.0 à 2.6 respectivement de 2009 à 2010. Ces notes ont permis de classer Madagascar au 99^{ème} rang sur 180 pays étudiés en 2009 et au 123^{ème} sur 178 pays appréciés en 2010.

Sur les activités du BIANCO au niveau national

La Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption (JILCC) a été célébrée au mois de Décembre 2010 à Antananarivo et au niveau du Chef lieu des Ex-Province de Madagascar par la tenue des expositions et des conférences débats pour renforcer les acquis du Bureau sur la lutte contre ce fléau.

Le Rapport annuel 2009 sur les activités du BIANCO a été présenté et discuté aux membres du Conseil de Gouvernement et à Son Excellence Monsieur le Président de la Haute Autorité de Madagascar respectivement le 27 et le 28 Juillet 2010. L'obligation de rendre compte du BIANCO au Parlement, stipulée par l'Article 21 de la Loi 2004-030 du 09 Septembre 2004, n'était pas réalisable à cause de l'installation tardive de cette Institution, vers la fin de l'exercice 2010.

La collaboration avec les partenaires locaux et nationaux a été renforcée davantage en vue d'étendre les champs d'intervention sur les activités de Lutte la Contre Corruption, entre autres avec, la Direction Générale du Trésor, le Ministère des Forces Armées, le Ministère des Finances et du Budget, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), le Service de Renseignements Financiers (SAMIFIN), la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Antananarivo (CCIA), le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID), le Fonds de Développement Local (FDL), le Transparency International Initiative Madagascar – Centre d'Assistance Juridique et d'Action Citoyenne (TI-IM/ CAJAC), la Fondation Tany Meva, ..

6 membres du CAJAC ont suivi la formation dispensée par 3 représentants du BIANCO (au fond)



Sur le fonctionnement et les activités à l'interne du BIANCO

Le BIANCO a tenue en Février 2010, la réunion annuelle des premiers responsables du Bureau pour faire le point sur les réalisations des activités de l'exercice 2009 et coordonner la mise en œuvre des activités du Plan de Travail de l'Année 2010.

Le Département de la Programmation, du Contrôle et du Suivi-Evaluation a réuni en Mars 2010 tout le personnel des Divisions Education – Prévention des Branches Territoriales pour réactualiser et uniformiser les approches et les démarches dans la conduite des activités d'Education et de Prévention de la Corruption.

L'année 2010 est caractérisée par le lancement des activités relatives à la mise en place et à l'opérationnalisation des Chaînes d'Intégrité et d'Honnêteté auprès des établissements scolaires et la mobilisation intensive des jeunes à la lutte contre la corruption. Ainsi, est-il retenu comme thème principal pour la célébration de la Journée Internationale de Lutte Contre la Corruption de cette année : « jeunes intolérants à la corruption préparent l'avenir ».

5

REALISATIONS DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

5.1- Volet Education

a) **Approche Régionale et mobilisation du public et des responsables locaux à la Lutte Contre la Corruption**

Des séances de plaidoyers et des réunions de travail avec les Responsables des Régions ont été programmées et tenues par les Branches Territoriales du BIANCO en vue de relancer les activités de Lutte Contre la Corruption auprès des Services Territoriaux Déconcentrés et des Collectivités Territoriales Décentralisées, notamment :

- La mise en œuvre de la Politique Régionale de la Lutte Contre la Corruption ;
- La mobilisation des agents publics en faveur d'un changement de comportement envers la corruption ;
- L'accompagnement des Régions à l'intégration et à la mise en œuvre des activités de Lutte Contre la Corruption inscrites dans leurs Plans Régionaux de Développement respectifs.

En outre, c'était aussi une occasion pour le Bureau de mobiliser les responsables locaux et de réitérer aux Chefs Districts et aux Maires de l'importance de la Lutte Contre la Corruption dans la gestion des affaires publiques. Des descentes sur place ont été effectuées pour appréhender la situation de mise en œuvre des activités programmées dans le cadre de cette Approche. Certaines activités tendent même vers la dynamisation de la Chaîne Anti-Corruption au niveau Régional et également vers l'uniformisation des points de vue pour le traitement des dossiers de corruption et l'application de la politique pénale. Les résultats sont encourageants en général malgré la réticence de certains responsables.

Ces activités ont été soutenues, dans la majorité des cas, par la production des supports médiatiques et audio-visuels, la diffusion des émissions radiophoniques et télévisées et la tenue des conférences débats.

Certaines localités ont conclu une convention de partenariat avec le BIANCO pour manifester leur bonne volonté et témoigner de leurs engagements à la Lutte Contre la Corruption. Dans certains cas, le BIANCO a pu bénéficier de la collaboration avec les partenaires intervenant dans la localité, tels que le World Widelife Funds (WWF) dans la Région Atsimo Andrefana , le Centre d'Appui aux Communes ou CAP/OPCI Volamena de Maevantanana.

b) Renforcement des engagements pour la Lutte Contre la Corruption au niveau des programmes, des projets de développement et de l'Intercommunalité

Comme par le passé, les entités partenaires (organismes, programmes, projets de développement et communes regroupées dans l'intercommunalité) ont toujours manifesté leur volonté de s'associer au BIANCO dans la mise en œuvre des activités de mobilisation à la Lutte Contre la Corruption. Ainsi, a été remédiée en partie la carence en ressources financières et humaines par la contribution de ces entités.

Les Guichets Fonciers sont généralement les principales cibles des interventions du BIANCO auprès des communes. Les activités réalisées sont focalisées essentiellement pour la promotion de la probité en vue d'éradiquer les diverses formes et pratiques de corruptions enregistrées auprès de cette catégorie de Collectivités Territoriales Décentralisées. Les maires ont été mobilisés à chaque occasion pour effectuer leur obligation de déclaration de patrimoine.

Des séances d'informations et d'éducation pour l'anti-corruption ont été tenues avec les programmes et les projets de développement œuvrant dans toute l'Île, entre autres, le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID). Ces séances ont précédé la mise en œuvre des autres activités convenues dans le plan de travail arrêté de commun accord.



Les représentants du BIANCO (au centre et 1^{er} à g) et ceux du FID lors de l'ouverture de l'atelier de mobilisation des prestataires du FID à l'espace DERA en août 2010

c) Renforcement de l'appropriation de la Lutte Contre la Corruption, mobilisation et renforcement des capacités des Organismes non étatiques pour devenir des relais de communication et d'éducation

Les relais d'éducation sont principalement les médias, les Organisations Professionnelles et les Organisations de la Société Civile. L'adoption de la politique de proximité a renforcé davantage les formes de la collaboration avec ces entités. Les informations et les messages anti-corruption destinés au grand public ont été relayés, édités et diffusés. Elles prennent la forme de publication des articles dans les bulletins périodiques, de spots, de documentaires et d'émissions spéciales. Citons en particulier la publication des articles éducatifs anti-corruption dans les revues mensuelles « Sakaizan'ny Tanora » et « Ny Mpamangy » de l'Eglise Luthérienne de Madagascar.

Avec les groupements et/ou les plateformes des Organisations de la Société Civile, dont « Justice et Paix » et « KMF-CNOE », des séances de formation et de mobilisation du public à la lutte contre la corruption ont été réalisées dans plusieurs Régions de Madagascar. Les responsables du Centre de Lecture, d'Information et de Culture (CLIC) sis à Antsiranana ont apporté leur contribution par l'animation et la diffusion au public des supports de communication de lutte contre la corruption.

Les Entités de relais suivantes, dont la liste n'est pas exhaustive, ont reçu des formations et/ou mobilisé en veille et interpellation : JUSTICE et PAIX, KMF-CNOE, Réseau des médias de DIANA, Association paysanne dénommée « Union Matanjaka » de Antsiranana II, Associations Scouts Protestants et Catholiques, Plateforme pour la protection des Droits Humains de DIANA, Plateforme pour la Protection des Droits Humains de DIANA, Plateforme des OSC « environnemental » d'Antsiranana, réseau TAFATAO DVV Antananarivo, Association des Pasteurs FFPM du Boina (Firahalahian'ny Mpitandrina FFPM Boina), Plateforme Régionale des organisations de la Société Civile d'Atsimo Andrefana, Associations CONGO PDH de Toliara, Association TAMAKO de Toliara, SAF/FJKM de Toamasina, Faribolana Sandratra de Toamasina, Association RAVINTSARA de Toamasina, Association « Komity miaro ny teti-bola Ifarimbonana » (au niveau des communes bénéficiaires du Projet Ambatovy telles que Ambohibary, Toamasina Suburbaine et Amboditandrroho), des organismes de sociétés civiles, leaders d'opinion et notables, dont cinq (05) entités à Fénéry Est, sept (07) à Mananara, cinq (05) à Maroantsetra, cinq (05) à Moramanga et trois (03) ONG à Ambatondrazaka.

La collaboration avec les médias est encourageante au cours de l'année 2010. Pour le seul cas de la Branche Territoriale de Toamasina, à titre d'exemple, le Bureau Indépendant Anti-corruption a coopéré avec six (6) chaînes Régionales de la Télévision Malagasy et dix neuf (19) stations radios, dont quatre (04), trois (3), deux (2), trois (3), trois (3) et quatre (4) respectivement à Toamasina, Fénéry Est, Mananara, Maroantsetra, Moramanga et Ambatodrazaka.

d) Introduction de la dimension « Lutte Contre la Corruption » dans le système scolaire

La Branche Territoriale du BIANCO à Antananarivo a repris le processus relatif à l'insertion de la dimension « Lutte Contre la Corruption » dans le programme scolaire, activité perturbée par l'avènement de la crise politique de 2009. La relance de cette activité a été précédée par une séance de plaidoyer auprès du staff de la Direction des Curricula et des Intrants (DCI) du Ministère de l'Education Nationale (MEN) et par un atelier de mobilisation de l'ensemble du personnel de cette Direction.

Parallèlement à cette série d'activités, les interventions du BIANCO en milieu scolaire suivent son cours normal.

d.1- Vulgarisation de la culture anti-corruption en milieu scolaire

Les activités génériques sur la Lutte Contre la Corruption ont été menées par les six (6) Branches Territoriales du BIANCO avec les parties prenantes de la communauté éducative, notamment, les Directeurs Régionaux de l'Education Nationale, les Chefs de Circonscriptions Scolaires, les Chefs des Zones d'Animation Pédagogique, les Directeurs d'écoles, les enseignants, les parents d'élèves, les élèves. Ces activités consistent principalement à insérer le volet « Lutte Contre la Corruption » dans les événements marquants, les discours, les réunions des enseignants, les regroupements des élèves et les expositions.

Par ailleurs, des activités spécifiques ont été effectuées au cours de cette année :

- Projection du film « SEDRA » suivie d'une causerie auprès des établissements scolaires dans sept (07) lycées et un Collège d'Enseignement Général à Antsiranana ;
- Contribution aux travaux de réflexion sur le thème : « Les jeunes face à la corruption » effectués en Septembre 2010 avec les jeunes et les membres du Conseil de la jeunesse dans la Région Atsimo Andrefana ;
- Participation aux manifestations organisées pour la célébration du « MOIS DE LA JEUNESSE » dans les chefs lieux des Ex - provinces de Madagascar en Juillet 2010 ;
- Encadrement des étudiants pour la préparation des exposés et de la soutenance des travaux de mémoires de fins d'études sur les thèmes se rapportant à la lutte contre la corruption.

d.2 - Vulgarisation de la culture anti-corruption en milieu universitaire

Les activités de Lutte Contre la Corruption effectuées dans les universités publique et privée s'articulent généralement autour des séances de plaidoyers et de tenues des séances de sensibilisation des responsables des établissements des enseignements supérieurs et de formations professionnalisantes, des équipes pédagogiques et des étudiants ou de leurs associations respectives. Des supports techniques ont été distribués au cours de certaines séances, notamment lors de la participation au salon de l'Etudiant tenu à l'Université d'Antananarivo à Ankatso et aux émissions anti-corruption à la Radio de l'Université de Toliara.



Séances de sensibilisation des étudiants en formation professionnalisante de la Bachelor Business Administration de l'ESSCA, le 17 mars 2010

e) **Mise en place et animation des Réseaux d'honnêteté et d'intégrité**

Les Réseaux d'honnêteté et d'intégrité sont des organisations créées en milieu scolaire en vue de promouvoir la culture et le comportement favorables à la Lutte Contre la Corruption. La mise en place de ces Réseaux est précédée dans un premier temps par des séries de plaidoyers auprès de différents responsables concernés, puis par des missions d'appui, de montage des plans d'actions, d'élaboration de messages et de supports afin de faciliter la pérennité des activités. Les plans d'actions y afférents se présentent sous forme de « Petites Actions Faisables » (ou PAF).

Les principaux établissements d'accueil de ces Réseaux sont les suivants jusqu'à la fin de l'année 2010 : Collège d'Enseignement Général d'Ambilobe, Lycée Privé Mixte de Sambava, Lycée Mixte d'Antsiranana, Lycée Privé Taninketsa FJKM d'Antsiranana, Lycée Adventiste d'Antsiranana, Lycée Moderne d'Ampefiloha, Lycée Jules Ferry de Faravohitra, Lycée Philibert Tsiranana de Mahajanga, Lycée Antanimalandy de Mahajanga, Lycée Adventiste de Mahajanga, Lycée Tsaramandroso de Mahajanga, Lycée de Marovoay, Lycée de Maevatanàna, Lycée d'Antsohihy, Collège d'Enseignement Général « Joël RAKOTOMALALA » de Mahamanina Fianarantsoa, Lycée Rahevivelo Ramamonjy de Fianarantsoa, les établissements du ressort de la Direction Régionale de l'Education Nationale d'Androy (dans le cadre de la célébration de la Journée Mondiale de la Lutte Contre la Corruption), Lycée public de Fénérive Est.



Mise en place du réseau d'intégrité au lycée Jules Ferry de Faravohitra, le 20 mai 2010

Remarquons, entre autres, que la Direction Diocésaine des Ecoles Catholiques (DIDEC) d'Antananarivo a donné son accord pour la mise en place des Réseaux dans les établissements scolaires de son ressort. De même, les Responsables du Système Educatif de la Région BOENY ont exprimé leur volonté respective de collaborer avec la Branche Territoriale du BIANCO à Mahajanga pour la formation des enseignants et des élèves en matière de Lutte Contre la Corruption et pour la mise en place des Réseaux d'honnêteté et d'intégrité dans les milieux scolaires. Un modèle de statut du Réseau a été présenté et mis à la disposition du Directeur de l'Education Nationale, des Responsables des Circonscriptions Scolaires (CISCO), des Proviseurs et des élèves.

f) **Insertion du module « intégrité morale, vie publique et Lutte Contre la Corruption » dans le programme des établissements scolaire, universitaire et de formation professionnalisante**

La collaboration avec le Ministère de l'Education Nationale et l'Office de l'Education de Masse et de Civisme (OEMC) prend une étape décisive de l'insertion des valeurs d'intégrité, d'honnêteté et d'anti-corruption dans

les programmes scolaires à Madagascar. Ce projet sera finalisé et programmé pour être validé par les autorités compétentes au début de l'année 2011.

Le BIANCO continue également le processus d'insertion du module anti-corruption dans les établissements de formation professionnalisante aussi bien publics que privés. Ces établissements concernent principalement les sites d'intervention en la matière, à savoir : les Centres Régionaux de l'Institut National de Formation Pédagogique (CRINFP) d'Ambanja, de Sambava et de Toliara, l'Institut de Formation des Paramédicaux d'Antsiranana, l'Ecole Supérieure de la Gendarmerie Nationale de Moramanga (ESGNM) et l'Ecole de la Gendarmerie Nationale d'Ambositra (EGNA), l'Institut Supérieur d'Informatique et de Management d'Entreprises (ISIME) d'Antananarivo, l'Institut Supérieur des Novateurs de Madagascar



L'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM) figure parmi les sites d'intervention du BIANCO

(INSPNMAD) d'Antananarivo, Université d'Antananarivo, l'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM) d'Antananarivo, l'Institut National de Formation Administrative (INFA) d'Antananarivo, le Centre de Formation de l'Administration Fiscale et celui de l'Administration Douanière d'Antananarivo, l'Université ACEEM d'Antananarivo, les Instituts de Formation Inter Régional des Paramédicaux (IFIRP) d'Antananarivo, de Toliara et de Toamasina, l'Ecole Nationale de l'Administration Pénitentiaire (ENAP) à Antetезambaro Toamasina.

g) Promotion de la Lutte Contre la Corruption au niveau des jeunes

Concernant l'implication des jeunes à la promotion de la Lutte Contre la Corruption, le BIANCO, à travers ses six (6) Branches Territoriales, a traité le volet « lutte contre la corruption » lors de :

- la formation des chefs scouts « MPANAZAVA et TILY ETO MADAGASIKARA » de la Région DIANA ;
- la célébration du « MOIS DE LA JEUNESSE » et la tenue de la conférence internationale intitulée « FRANCO-JEUNES 2010 » à Toliara ;
- la mobilisation des jeunes aux activités anti-corruption au cours de la tenue du Conseil National de la Jeunesse à Antananarivo.

h) Appui à l'élaboration de Code de Conduite des secteurs

Dans la majeure partie des cas, l'appui aux secteurs pour l'élaboration des codes de conduite est apporté par la Branche Territoriale d'Antananarivo car les directions centrales des entités clientes sont généralement basées à la Capitale de l'île.

Le mécanisme d'appui à l'élaboration de code de conduite s'effectue par la tenue au préalable des séances portant sur la communication des informations spécifiques sur la lutte contre la corruption et sur l'approche

méthodologique adoptée pour l'établissement et l'adoption du Code. Ces séances de mobilisation se concrétisent par la constitution de groupe de travail chargé de l'élaboration du projet de Code. Une fois validée et approuvée par l'autorité compétente, l'adoption du code se fait par la tenue d'une séance d'appropriation accompagnée de la mise en place d'une Cellule d'animation du Code qui veillera en sa mise en application, d'une part, et à la réactualisation des valeurs partagées, en cas de besoin, d'autre part.

Le processus de mise en application du code de conduite du Personnel de l'Administration Douanière et de celui de l'Administration Minière a été lancé officiellement à la fin du mois de Janvier 2010.

Le DG du BIANCO (à g) remettant des exemplaires de Code de Conduite à son homologue des Douanes en présence du Ministre des Finances et du Budget



La traduction en version malagasy de la Déontologie de l'Armée a été effectuée après la vulgarisation de sa version française. Le Code de Conduite de l'Armée et le Code d'Honneur des Forces Armées sont en cours de finalisation à la date de clôture de l'exercice 2010. Les séances de recueil des valeurs pour l'élaboration de ces codes ont été effectuées dans les garnisons et à diverses occasions, entre autres, à Betongolo, Soanierana, Ivato et Antsirabe et lors de la formation d'une deux centaines de caporaux du corps de 1/RM5 au camp du 1^{er} RMS à Toliara en Août 2010.

Le BIANCO a contribué activement à l'élaboration et à l'édition du Code de Conduite des membres de la Fédération Inter Régionale des Petites et Moyennes Entreprises et des Cabinets d'Etudes en Bâtiments et Travaux Publics de Mahajanga.

i) Appui aux secteurs prioritaires à l'animation et à l'appropriation de leur Code de Conduite

Secteur « Justice »

Le Secteur « Justice » est composé principalement de la Magistrature, de l'Administration Judiciaire et de l'Administration Pénitentiaire. Le corps des Magistrats a donné l'exemple pour l'édition de Code de Déontologie et de Conduite dans ce secteur. Ceux de l'Administration Pénitentiaire et de l'Administration Judiciaire ont été formalisés peu de temps après. Les séances d'appropriation de ces codes ont fait intervenir diverses entités, compte tenu de leurs spécificités, à savoir le Ministère de la Justice, le BIANCO, le Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI) et l'Ecole Nationale de la Magistrature (ENMG).

Concernant l'Administration Pénitentiaire, un instrument de suivi et évaluation des activités d'appropriation du Code de Conduite de son personnel a été conçu et appliqué à titre expérimental à Ambanja pour une soixantaine d'agents de l'Administration Pénitentiaire provenant des cinq (5) comités des cinq (5) maisons carcérales des cinq (5) districts de la Région DIANA. L'appropriation du Code de Conduite de l'Administration Pénitentiaire a été par la suite poursuivie dans diverses Régions de l'Île.

Du côté de l'Administration Judiciaire, un guide de facilitation de l'appropriation du Code a été formalisé avec l'appui du BIANCO. Le guide préconise la formation au préalable des animateurs des séances d'appropriation du code et, entre autres, la mise en place du Conseil de Conduite auprès de chaque Cour d'Appel. La formation des animateurs des séances d'appropriation du code a été réalisée auprès des six (6) Cours d'Appel installées dans les ex-Chefs-lieux de Faritany. Les séances d'appropriation du Code de Conduite de l'Administration Judiciaire ont été effectuées, avec l'apport du BIANCO, au cours de l'année 2010 auprès des juridictions de Mahajanga, Maintirano, Fianarantsoa, Farafangana, Ambositra, Manakara, Mananjary, Ihosy, Toliara, Ampanihy, Betroka, Taolagnaro, Miandrivazo et Morondava.

Secteur « Impôts »

Un Guide de Facilitation pour l'appropriation du Code de Conduite du personnel de l'Administration Fiscale est en cours de conception, avec l'appui de la Branche Territoriale du BIANCO à Antananarivo, pour servir d'outil et de support aux ateliers de mobilisation des responsables régionaux. Un plaidoyer en vue de la promulgation de l'arrêté sur le Conseil de Conduite a été mené auprès de l'Administration de Tutelle.

Des séances de lecture commune et d'appropriation de la Lutte Contre la Corruption dans le Code de Conduite ont été organisées pour les membres du personnel de l'Administration Fiscale auprès des Directions Régionales ou des Centres Fiscaux suivants : Antananarivo, Mahajanga, Maintirano, Fianarantsoa, Ihosy, Fandriana, Ambositra, Toliara, Moramanga, Brickaville.

Secteur « Douanes »



Le BIANCO et la Direction Générale des Douanes respectivement par le biais de la Branche Territoriale d'Antananarivo et la Direction Nationale de la Formation Professionnelle de la Douane ont conçu un module sur la Lutte Contre la Corruption, inséré dans le cursus de formation des élèves Inspecteurs des douanes. Un séminaire de formation de trois jours a été tenu conjointement par les deux entités, au mois de mai 2010, pour concrétiser la mise en œuvre de ce module en complément de la formation dispensée à ces élèves.

26 élèves inspecteurs des douanes de la promotion 2009-2010 ont suivi un séminaire en matière de lutte contre la corruption

Le programme d'ateliers d'appropriation du Code de Conduite du personnel des Douanes a été réalisé, comme convenu au cours de l'année 2010, dont près de cent cinquante (150) agents de douane ont participé.

Par ailleurs, il est convenu entre les deux parties qu'un comité technique éthique, chargé du suivi de la mise en application du Code de Conduite des agents des douanes, a été mis en place et opérationnel auprès de chaque Bureau des Douanes.

.Autres secteurs et autres activités apparentées et relatives aux secteurs concernés

Les activités suivantes ont été réalisées sur le secteur « santé » :

- Mobilisation à la Lutte Contre la Corruption du personnel du Ministère de la Santé à Ambilobe et du Centre de Santé de Base niveau 2 (CSB2) d'Anosy Avaratra, du Service de Santé du District d'Ambalavao ;
- Conception d'une Charte pour les accompagnateurs des malades en dialectes locales et d'un guide bilingue destiné pour les usagers et le personnel du Centre Hospitalier d'Antsiranana. Ce guide comporte les informations utiles sur la mission, les prestations et services, la description des procédures, les dispositifs anti-corruption et les principaux responsables du Centre Hospitalier ;
- Tenue d'une exposition présentant les principales réalisations et les activités du BIANCO ainsi que de l'environnement de la Lutte Contre la Corruption dans le cadre de la célébration du cinquième anniversaire du Centre Hospitalier du District niveau 2 de Manjakandriana ;
- Evaluation sommaire de l'impact de la mise en application des dispositifs de standard des services auprès du Service de Santé du District d'Ambalavao ;
- Etablissement d'un plan spécifique de mise en œuvre des activités de Lutte Contre la Corruption par la Direction Régionale de la Santé à Atsimo Andrefana.

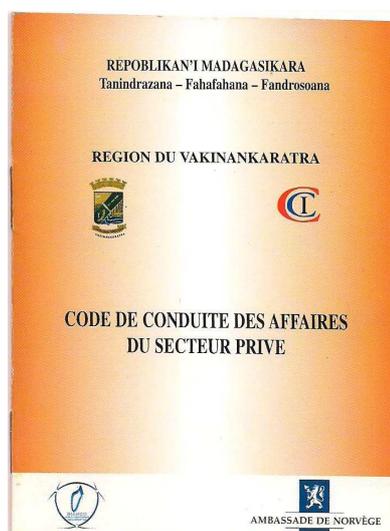
Des ateliers de mobilisation à la lutte contre la corruption ont été effectués pour le personnel administratif de l'Assemblée Nationale, de la Direction Régionale de l'Environnement et des Forêts de Boeny, de la Circonscription Topographique de Toliara et les principaux acteurs du Ministère des Finances et du Budget ;

Le démarrage effectif de la mise en œuvre des activités convenues dans le plan d'appui et d'accompagnement du Parc National d'Ankarafantsika a été lancé lors de la célébration officielle de la Journée Mondiale de l'Environnement 2010.

Un atelier pour la sensibilisation des Maires sur les enjeux de l'exploitation des ressources minières et la Lutte Contre la Corruption au niveau des communes a été réalisé conjointement avec la Direction Régionale des Mines de Toliara.

j) **Promotion de la culture d'intégrité et de transparence dans le secteur privé**

Le BIANCO a déployé un effort particulier pour mobiliser le secteur privé à la déclaration des principes d'affaires et à l'établissement du code de conduite des affaires par Région. Les Chambres de Commerce et de l'Industrie des localités suivantes ont reçu l'appui du BIANCO pour la réalisation de ces activités : Antsirabe (au titre de la Région de Vakinankaratra), Sambava, Antalaha, Antsiranana Antalaha, Nosibe, Antananarivo, Mahajanga et Fianarantsoa.



Le code de conduite des affaires pour la région du Vakinankaratra

La Branche Territoriale du BIANCO à Mahajanga a animé des ateliers sur la Déontologie et l’Ethique et sur l’élaboration d’un Code de Conduite pour les membres de la Fédération des Petites et Moyennes Entreprises, pour ceux du Cabinet d’études en Bâtiments et Travaux Publics et pour ceux du Groupement des Entreprises Privées à Mahajanga (GEPAM) ainsi que pour le personnel du Fonds d’Intervention pour le Développement (FID), conformément au plan des activités convenues dans les Conventions de partenariat conclues respectivement avec ces entités.

La Branche Territoriale du BIANCO à Toamasina a opté pour l’approche par congrégation ou par communauté religieuse (chinoise et indienne : Kodjà, Borha, Sunnite, Ismaélienne et Hindou) pour promouvoir la Lutte Contre la Corruption dans le secteur privé. Cette approche consiste principalement à mobiliser tous les membres de chaque communauté par leurs chefs respectifs afin d’aboutir, à la dernière étape du processus, à l’adoption commune des principes d’affaires et à l’établissement d’un Code unique de Conduite des affaires.

5.2 - Volet Prévention

Dans le but de coordonner et d’uniformiser la conduite des activités de Prévention et d’Education menées par le Bureau, un atelier y afférent a été tenu au mois de Mars 2010 à Antsirabe. Tout le personnel opérationnel de ces deux volets a participé activement à cette séance de travail. De nombreuses résolutions pour le renforcement des acquis et l’amélioration de la performance du BIANCO ont été prises et appliquées dans toutes les Branches Territoriales du Bureau.



Par ailleurs, des missions de contrôle de la mise en œuvre des activités d’Education et de Prévention de la corruption ont été effectuées en 2010 par l’équipe du Département Programmation, Contrôle et Suivi Evaluation du BIANCO auprès de chaque Branche Territoriale.

Le Bureau a participé activement à la finalisation des documents et outils pour la conduite du processus de budget participatif auprès des collectivités Territoriales Décentralisées. Des ateliers pour la promotion du concept et de l’approche ont été organisés en 2010 à Antananarivo par l’Inter coopération Suisse et le Programme SAHA en partenariat avec le Programme de Gouvernance des Ressources Minières (PGRM), le Programme de Gouvernance et de Développement Institutionnel (PGDI) et le Projet Pôles Intégrés de Croissance (PIC). La mise en application effective de ce processus de budget participatif auprès des communes a été même imposée par le Ministère de l’Aménagement du Territoire et de la Décentralisation comme condition préalable à l’accès au financement du Fonds de Développement Local (FDL).

Le Bureau a également participé à l’atelier multi acteurs de mise en connaissance du projet SAHA-IV et de planification des activités économiques pour les territoires Nord-Est et Nord-Ouest (Isandra et Lalangina) de Fianarantsoa, organisé par l’ONG Betsileo et à l’évènement socio culturel Volambetohaka 2010 à Ambositra de la Région Amoron’i Mania.

a) **Revue de systèmes et analyse des procédures**

Le Bureau avait programmé d'effectuer **douze (12) travaux de revue de systèmes et d'analyse des procédures** des services publics dans les secteurs foncier, port maritime, justice, santé, collectivités territoriales décentralisées, minier, traitant les soldes et pension, aéroport international, visite technique et sécurité routière, dont les situations de réalisation et d'avancement des travaux sont détaillées dans les paragraphes qui suivent :

- **Analyse des procédures auprès du Service de la visite technique des véhicules et de la sécurité routière**

La Direction Générale de la Sécurité Routière et le BIANCO se sont convenus de procéder à la revue du système et à l'analyse des procédures relatives à la visite technique des véhicules et la sécurisation routière, en continuation des activités réalisées en 2009 pour lutter contre les pratiques de corruption dans les grands axes routiers.

Pour ce faire, une séance de sensibilisation du personnel sur la lutte contre la corruption a été tenue comme préalable à la mission de revue de système et d'analyse des procédures. Les travaux correspondants ont été achevés au cours de l'année 2010. Le rapport présentant les principaux risques de corruption identifiés et les recommandations y afférentes est en cours d'établissement.

- **Analyse des procédures auprès de l'Aéroport International d'Ivato**

La revue de système et d'analyse des procédures auprès de l'Aéroport International d'Ivato a été démarrée au niveau du Bureau des Douanes puis poursuivie au niveau des autres organismes opérant directement dans l'enceinte de cet Aéroport.

Les travaux y afférents sont en cours et repris dans le Plan de Travail Annuel 2010.

- **Analyse des procédures de perception et de versement des recettes des communes**

Les travaux de revue des procédures de perception et de versement des recettes publiques programmés en 2010 concernent les communes urbaines de Mahajanga, de Fénériver Est, la commune suburbaine de Toamasina et la commune rurale d'Antanamitarana dans le district d'Antsiranana I. L'objectif de ces revues consiste en le redressement des défaillances constatées afin de cerner les risques de corruption y afférents, d'assainir la gestion des finances et des opérations publiques et de renflouer les caisses de ces communes.

Les rapports d'audit de ces procédures ont été établis et validés auprès de communes concernées, à l'exception de celui de la commune de Mahajanga qui est en cours de finalisation à la fin de l'exercice 2010.

La mise en œuvre des recommandations d'audit et la mise en place des dispositifs anti-corruption auprès de chaque commune étudiée ont été programmées dans le Plan de Travail Annuel 2010.

- **Revue du système de gestion des fonds municipaux et communaux**

La revue du système de gestion des fonds municipaux et communaux a été effectuée auprès des Communes de Toamasina I et de Brickaville. Les rapports y afférents ont été édités dans leur version définitive, après la validation de leur contenu par les parties prenantes.

L'analyse concerne les principaux domaines exposés à des risques de corruption, notamment les achats de fournitures et de matériels, le recrutement de personnel et les dépenses pour les festivités et les dépenses imprévues.

Les modalités d'actions et la programmation des activités relatives à la mise en œuvre de ces recommandations sont en cours d'élaboration à la fin de l'exercice 2010 et feront l'objet d'établissement d'un plan de travail spécifique par commune.

- ***Revue de systèmes et analyse des procédures relatives à l'exportation des produits miniers***

En complément de l'audit de gouvernance du secteur minier, réalisé en 2007 par les cabinets FTHM et Ernest Young en partenariat avec le BIANCO et le Projet de Gouvernance et de Développement Institutionnel (PGDI), le Bureau a estimé indispensable le renforcement des dispositifs de prévention de corruption sur les procédures d'exportation des produits miniers.

Les travaux se rapportant à cette revue sont en cours et seront poursuivis en 2011.

- ***Analyse des procédures de reconnaissance de terrain***

Le secteur foncier est classé parmi les plus décriés de la pratique de corruption à Madagascar. La Branche Territoriale d'Antsiranana a voulu apporter sa contribution pour l'éradication de ce fléau par l'analyse de l'application des procédures de reconnaissance de terrain domaniale dans la région de Diana.

La prise de connaissance des procédures et des pratiques a été effectuée. Les travaux d'analyse sont en cours et seront repris parmi les activités à réaliser dans le plan de travail annuel 2011.

- ***Analyse des procédures de remboursement des frais médicaux***

L'analyse concerne spécifiquement le remboursement des frais médicaux avancés par le personnel de la Direction Régionale de la Santé à Fianarantsoa. Les travaux ont été initiés en vue de cerner les risques de corruption y afférents, d'une part, et de respecter les principes de bonne gouvernance, d'autre part.

- ***Revue du système et analyse de la procédure de recouvrement des amendes prononcées par les tribunaux***

Aux fins d'améliorer le taux de recouvrement des amendes prononcées par les tribunaux de Fianarantsoa, le Bureau Indépendant Anti-Corruption, en collaboration avec le Tribunal de Première Instance et la Direction Interrégionale du Trésor Public de la place, a procédé à la revue du système et des procédures y afférents.

L'analyse de la pratique administrative des entités concernées sur les procédures de recouvrement des amendes est en cours de finalisation et sera prévue pour être achevée en 2011.

b) Assistance des concours administratifs

La réactualisation de l'organisation et des textes régissant les concours administratifs est en cours d'études pour répondre aux exigences de l'évolution de l'environnement, notamment, les décrets n° 2004 - 730 du 29 juillet 2004 relatifs aux modalités de recrutement et de nomination des fonctionnaires et n° 2005-500 du 19 juillet 2005 régissant les principes généraux relatifs à l'organisation des concours administratifs.

Le respect des principes de l'égalité de chance et de traitement des candidats et de la transparence des procédures et des résultats est toujours de rigueur pour assurer la crédibilité des concours face à l'évolution rapide des techniques, liées à la facilité d'accès à la technologie électronique et informatique, pour la pratique de fraudes et de corruption dans ce domaine.

Ainsi, ne cesse d'accroître la sollicitation de l'assistance du BIANCO aux concours administratifs organisés par les services publics. Dix (10) entités ont reçu l'appui du Bureau sur les concours organisés en 2010, notamment :

- le Centre National Antiacridien (CNA) à Toliara pour le recrutement de son Chef d'Unité de Système d'information et de Communication ;
- le Ministère de l'Energie pour le recrutement de ses cadres ;
- la Direction Générale des Impôts (DGI) pour le recrutement des agents stagiaires des impôts ;
- l'Institut National de la Statistique en collaboration avec l'Institut National de Formation Administrative pour le recrutement d'élèves Assistants et Adjointes techniques de la statistique ;
- les Universités de Madagascar avec les six Offices du Baccalauréat dans la réalisation des examens de baccalauréat ;
- le Ministère de l'Agriculture pour le concours national d'entrée aux Ecoles d'Application des Sciences et Techniques Agricoles ;
- le Paositra Malagasy (PAOMA) pour le recrutement des Agents d'exploitation des postes ;
- la Gendarmerie Nationale pour le recrutement d'élèves Gendarmes ;
- l'Institut National de Santé Publique et Communautaire pour le concours en chirurgie essentielle ;
- le Ministère de la Justice pour le recrutement des Notaires.

c) **Accompagnement des entités pour la mise en œuvre des recommandations issues des travaux de revue de systèmes et d'analyse des procédures**

Le Bureau Indépendant Anti-Corruption a renforcé son appui aux entités ciblées qui ont fait l'objet des travaux préalables de revue de système et d'analyse de procédures pour s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des recommandations émises.

Pour l'année 2010, le Bureau a accompagné cinq (05) secteurs, à savoir :

- La commune rurale d'Antanamitarana dans le district d'Antsiranana pour la mise en œuvre des recommandations sur la perception des recettes ;
- La Maison Centrale d'Ambanja pour cerner les risques de corruption relatifs aux mouvements des détenus, en collaboration avec la Délégation Régionale de la Circonscription Pénitentiaire de la Région de Diana ;
- Le Bureau des Cadastres Miniers de Madagascar (BCMM) pour les recommandations se rapportant aux risques sur l'octroi de permis minier ;
- Les Régions de Haute Matsiatra et d'Atsimo Andrefana sur l'élevage et la commercialisation de bovidés. Un guide pour la mise en place de Comités de Recensement et de Surveillance des Bovidés (CRSB) a été établi et validé par les responsables de la Région Haute Matsiatra ;
- Le Guichet Unique des Domaines sur les procédures administratives d'octroi de certificat foncier et de gestion des frais y afférents.

d) Appui aux secteurs pour la mise en application des dispositifs anti-corruption, des standards de services et des normes d'accueil des usagers

Le Bureau a projeté de renforcer les dispositifs anti-corruption au sein de cent cinquante (150) Services Techniques Déconcentrés et quatre vingt dix (90) Collectivités Territoriales Décentralisées durant l'année 2010.

Les Organisations des Sociétés Civiles ont été approchées pour relayer le Bureau dans le suivi des travaux de mise en application effective des dispositifs anti-corruption auprès des entités publiques.

Même en période de crise, le BIANCO a contribué activement au lancement du processus de Budget Participatif, assimilé à un des dispositifs anti-corruption par excellence au niveau des communes. Ainsi, ont été ténues des réunions avec les parties prenantes en vue d'appréhender la situation et les risques sur les utilisations des fonds provenant du projet Ambatovy, d'une part, et de cerner les problèmes rencontrés pour la mise en application des autres dispositifs anti-corruption et de standard minimum des services, d'autre part.

A la fin de l'année 2010, le BIANCO a réalisé près de 87% de l'objectif du Plan de Travail Annuel pour la mise en application de standards minima des services et des dispositifs anti-corruption, soit 130 sur 150 Services Techniques Déconcentrés programmés.

Tableau 1 : Liste des entités appuyées pour la mise en application de standards des services

REGION	LOCALITE	ENTITES CIBLEES
ANALANJIROFO	Maroantsetra	Circonscription Domaniale et CIR. Topographique
	Mananara Nord	Centre Hospitalier de District 2, Centre fiscal
	Fénérive Est	Direction Régionale de la Pêche et des Ressources Halieutiques, Direction Régionale de l'Environnement et Forêt, CIRDOMA, CIRTOPO
AMORON'I MANIA	Ambositra	Centre fiscal, CISCO, DREN
	Fandriana	Centre fiscal
	Ambohimahasoa	Centre fiscal
ANDROY	Ambovombe	Direction Régionale de l'Education Nationale, CISCO, CIRDOMA, CIRTOPO
	Beloha	CISCO
	Tsihombe	CISCO
	Bekily	CISCO et District
ANOSY	Betroka	Tribunal de Première Instance et District
	Taolagnaro	Direction Régionale des Mines, Tribunal de Première Instance, Direction Régionale du Commerce, Direction Régional des Impôts, CIRTOPO, Trésor, Bureau des Douanes, Direction Régionale de l'Education Nationale, Direction Régionale du Tourisme

Tableau 1 : Liste des entités appuyées pour la mise en application de standards des services (Suite)

REGION	LOCALITE	ENTITES CIBLEES
ATSIMO ANDREFANA	Ampanihy	Tribunal de Première Instance, District et Poste
	Toliara	Centre Immatriculateur, Sécurité Routière, Direction Régionale de l'Education Nationale, Bureau des Douanes, Jeunesses et Loisirs, Travaux publics, Budget, Communication, Direction Régionale de la Santé Publique, Centre Régional d'Information Pédagogique, Direction Régionale de Développement Rural (DRDR), Impôts, Poste, Commerce, CIRTOPO, Institut de Formation Interrégional des Paramédicaux, Bureau Sanitaire du District Toliara I, Bureau Sanitaire du District Toliara II, Université, centre de visite technique, Tribunal de Première Instance
ATSIMO ATSINANANA	Farafangana	Centre fiscal, CISCO, Brigade Régionale de la Police Nationale
	Vangaindrano	Centre fiscal
ATSINANANA	Toamasina I	Direction Interrégionale de la Fonction Publique, CIRTOPO, CIRDOMA, District,
	Mahanoro	District,
	Vatomandry	CISCO,
	Brickaville	Centre fiscal, Service de Santé de District,
MENABE	Morondava	CIRDOMA
	Miandrivazo	CIRDOMA
MELAKY	Besalampy	District, Gendarmerie Nationale, Police Nationale, Eau et Forêt, Perception, Santé, CISCO
	Ambatomainty	District, Gendarmerie Nationale, Police Nationale
IHOROMBE	Ihosy	Centre Fiscal ; Circonscription Domaniale, Circonscription Topographique, CISCO, Direction Régionale de la Santé
MATSIATRA AMBONY	Fianarantsoa	Circonscription Domaniale, Direction Régionale des Impôts, Service Régional des Entreprises, Centre fiscal, CISCO
	Ambalavao	Centre fiscal, Service de Santé de District
VATOVAVY FITOVINANY	Mananjary	Tribunal de Première Instance, Centre fiscal, Service de Santé de District
	Manakara	Direction Régionale des Impôts, Centre fiscal, CISCO, Brigade Régionale de la Police Nationale
SOFIA	Port Bergé	District, Tribunal de Première Instance, Gendarmerie Nationale, Police Nationale, Centre fiscal, CISCO
SAVA	Ambanja	Maison Centrale, Commissariat Central
DIANA	Ambilobe	Maison de sûreté, Service de santé, maternité, centre de santé de base urbain
	Nosy Be	Maison Centrale, Circonscription Domaniale
	Antsiranana	Maison Centrale, Direction Régionale de l'Administration Pénitentiaire, Centre Immatriculateur, Commissariat Central, Service Immigration, Police économique, Direction Interrégionale Travaux Publics, Direction Régional de l'Aménagement du Territoire, Centre de visite technique, Direction des Eaux et Forêts, Direction du Tourisme, Centre de Santé de Base Urbain, Direction Régionale de la Fonction Publique, Service Inspection de Travail, Circonscription Topographique, Circonscription Domaniale, Direction Régionale de la Pêche et des Ressources Halieutiques, Centre de Surveillance de la Pêche, Service Interrégional des Domaines, Tribunal de Première Instance

Quant à l'appui des Collectivités Territoriales Décentralisées en matière de mise en place des dispositifs anti-corruption, le Bureau a atteint 69% de son objectif de l'année 2010, soit 62 sur les 90 programmées.

Tableau 2 : nombre de Collectivités appuyées pour la mise en place de standards des services

ANTANANARIVO	FIANARANTSOA	TOAMASINA	TOLIARA	MAHAJANGA	ANTSIRANANA
10	9	12	18	3	10

La radio de l'Université Toliara, la radio CACTUS à Ambovombe et la FM 101.2 à Ambanja ont été servies pour informer les usagers de tous les dispositifs anti-corruption mis en place au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées et Services Techniques déconcentrés de leur localité respective.

La mise en place des dispositifs anti-corruption dans chaque Service ou Collectivité a toujours été précédée par une séance de mobilisation du personnel dans le but de pouvoir maîtriser le processus, d'obtenir l'engagement des responsables concernés et de déterminer les supports techniques adaptés par entité.

La conception et la confection des supports techniques seront entreprises par les entités ciblées avec l'appui du BIANCO, notamment l'élaboration des affiches portant les informations utiles pour les usagers, badges, plan de masse et plan d'occupation du bâtiment, plaque d'identification des portes,...

Dans la majorité des cas, un comité chargé du suivi de l'effectivité de la mise en application des dispositifs anti-corruption mis en place a été institué avant la clôture de la séance de travail. Le comité ainsi constitué devient l'interlocuteur direct de l'équipe du Bureau pendant les missions de suivi sur place des réalisations.

e) **Amélioration de l'accueil des usagers auprès des centres hospitaliers**

Durant l'année 2010, l'opérationnalisation des dispositifs anti-corruption a été effectuée auprès de deux (2) Centres Hospitaliers Universitaire (CHU), douze (12) Centres Hospitaliers Régionaux de Référence (CHRR) et huit (8) Centres Hospitaliers de District (CHD), à savoir :

- Les Centres Hospitaliers Universitaires de Fianarantsoa et de Joseph Ravoahangy Andrianavalona à Antananarivo dans les Régions respectives de Matsiatra Ambony et d'Analamanga ;
- Les Centres Hospitaliers Régionaux de Référence d' Androy, Itasy, Anosy, Atsimo Andrefana, Betsiboka, Bongolava, Diana, Sofia, Menabe, Vakinakaratra, Ihosy et Melaky ;
- Les Centres Hospitaliers de District de Moramanga, Mananara Nord, Beloha, Betroka, Amboasary, Ambilobe, Ambanja et Miandrivazo.

La mise en opérationnalité de ces dispositifs est toujours précédée par une séance d'appropriation, la conception et la confection des supports techniques puis la constitution d'un Comité chargé du suivi de l'effectivité de cette activité de Prévention.

f) **Prévention de la corruption dans le processus de décentralisation de la gestion foncière**

Cette année, le Bureau a programmé de collaborer avec **cinquante (50) Guichets Fonciers**, répartis dans toute l'île, en vue de renforcer les dispositifs anti-corruption dans le processus de décentralisation de la gestion foncière.

A la fin de l'année 2010, **quarante neuf (49) Guichets Fonciers** des communes suivantes ont bénéficié de l'appui du BIANCO dans la mise en place des dispositifs anti-corruption : Antsakoamanondro, Maherivaratra, Ramena, Andrafiabe, Mahavanona, 19 guichets dans la région Analanjirofo, 3 guichets dans la région Alaotra Mangoro, 07 guichets à Fianarantsoa, 02 guichets à Manakara et 13 guichets fonciers implantés à Maevatanana.



Le Guichet unique à Fianarantsoa

Le Bureau a également collaboré avec l'Organisme Public de Coopération Internationale Vohitraina de la Région Haute Matsiatra et l'ONG Fiantso de la région Vatovavy Fitovinany, dans la mise en place de standards des services au niveau des Communes membres et des guichets fonciers. Un état de lieu et une séance de formation sur le processus de mise en place des dispositifs anti-corruption ont été réalisés à l'intention des agents des guichets fonciers de ces communes.

Des visites sur place ont été organisées par les Branches Territoriales en vue de s'assurer de l'effectivité de l'opérationnalité des dispositifs anti-corruption en place. Une évaluation sommaire de l'efficacité du système a été également procédée en 2010, parallèlement à ces descentes sur les lieux.

En outre, des supports techniques sous forme d'affiches portant les informations utiles et nécessaires pour les usagers ont été élaborés et validés avec le Programme National Foncier.

g) Elaboration et vulgarisation des guides de bonnes pratiques pour les agents publics et les usagers

Pour une meilleure prise de responsabilité des entités organisatrices de concours administratifs et une valorisation des acquis à l'issue des travaux d'assistance et d'appui effectués par le BIANCO, un guide pour la prévention de la corruption dans ce domaine spécifique a été élaboré par le Bureau. Ce guide, en cours d'édition, est destiné aux différents responsables de l'Administration Publique afin de cerner toute forme de corruption et infractions assimilées à la corruption dans l'organisation des concours.

Le BIANCO a élaboré un guide de bonnes pratiques sur la passation des marchés publics. Des contacts avec les partenaires techniques et l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ont été entrepris pour améliorer le contenu et finaliser la formalisation de ce document. Deux cent quarante (240) Communes seront ciblées pour la vulgarisation de ce guide programmée pour 2011.

Des séances d'informations à l'intention des Personnes Responsables de Marchés Publics, Ordonnateur secondaire, et Gestionnaires d'Activités du Ministère des Finances se sont tenues à l'Espace Dera à Antananarivo pour susciter le changement de comportement des responsables ciblés vis-à-vis de la corruption.



L'équipe opérationnelle des Branches Territoriales du BIANCO a également participé aux séances de formation des formateurs sur le guide de passation des marchés publics destiné aux Maires des Communes, organisé par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics en collaboration avec le projet Accord dans les six ex-chef lieux de province.

Enfin, une séance d'appropriation sur les procédures de passation et d'exécution des Marchés Publics a été réalisée à Mahajanga pour les membres de la Fédération Interrégionale en Bâtiment et Travaux Publics.

h) Promotion de la lutte contre la corruption sur les axes routiers

A Mahajanga, le BIANCO a tenu des réunions avec les parties prenantes à la Lutte Contre la Corruption sur les axes routiers, entre autres, Direction Interrégionale des Transports, Associations de Transporteurs et Associations des usagers, Gendarmerie Nationale, Direction Interrégionale de la Sécurité Publique.... Ces réunions ont abouti à la mise en place d'un Comité de Pilotage chargé de l'élaboration d'une stratégie d'intervention en matière de Lutte Contre la Corruption sur les axes routiers.

Dans la Région Haute Matsiatra, le BIANCO a participé aux réunions du groupe cadre légal pour l'amélioration du transport urbain à Fianarantsoa, organisées par la Commune Urbaine et le Centre d'Etudes et de Documentations Inter Institutions (CEDII) de la place. Un comité de suivi, dont le BIANCO fait parti, a été constitué à l'issue de ces réunions afin d'examiner l'effectivité de l'application du cahier des charges du transport urbain collectif de la Commune Urbaine de Fianarantsoa. Ces activités ont été marquées par la tenue d'une cérémonie destinée essentiellement pour le lancement officiel de la « **promotion de la lutte contre l'insécurité routière et la lutte contre la corruption sur les axes routiers** » dans la Région Haute Matsiatra.

Les maquettes des panneaux programmés par la Branche Territoriale de Toamasina pour être installés à côté de chaque poste de contrôle routier ont été conçues et disponibles au cours de l'année 2010. La confection de ces panneaux sera entreprise en 2011. Ces panneaux sont destinés principalement pour sensibiliser et mobiliser les usagers, les chauffeurs et les agents de contrôle routiers à la Lutte Contre la Corruption.

La collaboration avec l'Union des Coopératives de Transport Urbain d'Antananarivo s'est concrétisée par la pose des autocollants portant des messages anti-corruption sur les véhicules de transport public. Une réunion destinée pour la redynamisation des activités de lutte contre la corruption dans la circulation routière a été tenue en partenariat avec la Gendarmerie Nationale et les Autorités œuvrant dans la Région d'Analamanga.

Sur les axes routiers dans la Région de la SAVA, le Bureau Indépendant Anti-Corruption a réalisé les activités suivantes :

- Création et opérationnalisation d'un Comité Local de Suivi de l'application des bonnes pratiques proposées dans le guide des usagers de la route à Ambanja. Ce comité est composé de dix (10) membres représentant les coopératives de transport, les autoécoles, les Maires, le District, la Gendarmerie et la Police Nationales
- Tenue d'une séance de travail du Comité Local de Suivi pour renforcer l'éducation des usagers de la route et la prévention de la corruption dans le domaine de la circulation routière ;
- Redynamisation du Comité Régional de Suivi dans la Région de la SAVA par la tenue d'un atelier de mobilisation des agents de terrain (Police Nationale, Gendarmerie Nationale, Police Communale) et d'effectuer une opération coup de poing et de campagne de masse, d'une part, et la tenue d'une réunion de sensibilisation de l'organe Mixte de Conception (OMC) dans le district de Sambava ;
- Participation à la table ronde sur l'exploitation positive de la nouvelle gare routière d'Antsiranana organisée par la plateforme des OSC Miara-Mandroso.

En outre, un atelier pour la promotion de la lutte contre l'insécurité routière et la corruption a été également tenu à Toliara, en collaboration avec la Direction Régionale du Transport, afin de procéder à un examen de l'efficacité des activités entreprises dans ces domaines.

i) Redynamisation de la gestion des Boîtes à doléances et promotion de la déclaration de patrimoine

Pour s'assurer de la continuité et de l'effectivité permanente de l'application de la politique de proximité menée par le BIANCO, des séances de travail pour la redynamisation des membres des comités de gestion des boîtes à doléances et pour la promotion de la déclaration de patrimoine aux personnes assujetties ont été réalisées dans les districts récapitulés dans le tableau ci-après.

Des fournitures ont été mises à la disposition des Comités par le BIANCO, à titre de participation à leurs charges de fonctionnement pour faciliter leur mission.

Tableau 3 : Liste des Localités mobilisées pour la redynamisation des Boîtes à doléances en 2010

REGIONS	DISTRICTS
ALAOIRA MANGORO	Moramanga et Ambatondrazaka
ANALANJIRAO	Fénérive Est, Mananara Nord et Maroantsetra
ANDROY	Ambovombe et Bekily
ANOSY	Betroka et Taolagnaro
ATSIMO ANDREFANA	Toliara et Ampanihy
ATSIMO ATSIANANA	Farafangana et Vangaindrano
ATSIANANA	Vatomandry, Mahanoro et Brickaville
BETSIBOKA	Maevatanàna et Tsaratanàna
BOENY	Mahajanga I, Mahajanga II, Ambato Boeny, Marovoay, Mitsinjo et Soalala.
DIANA	Ambilobe, Ambanja et Nosy-Be
IHOROMBE	Ihosy et Iakora
MATSIATRA AMBONY	Ambalavao et Ikalamavony
MELAKY	Antsalova, Besalampy, Maintirano, Ambatomainty et Morafenobe.
SAVA	Vohémar, Andapa, Sambava et Antalaha
SOFIA	Mampikony, Port Bergé, Antsohihy, Mandritsara et Befandriana.
VATOVAVY FITOVINANY	Ifanadiana, Mananjary, Manakara et Vohipeno

5.3.- Volet application de la loi

a) Réception et conservation des déclarations de patrimoine

L'Obligation de Déclaration de Patrimoine a été instituée par le Décret N° 2004-983 du 12 Octobre 2004 afin de promouvoir la transparence dans l'exercice des fonctions publiques, garantir l'intégrité des serviteurs de l'Etat et affermir la confiance du public envers les institutions.

Elle s'applique à certaines personnalités et hauts fonctionnaires de l'Etat qui doivent faire parvenir annuellement leur déclaration au BIANCO.

Ainsi, depuis sa mise en place, le Bureau a reçu 18.816 Déclarations de Patrimoines dont 1.387 sont comptabilisées pour l'année 2010. Le tableau ci-après présente l'évolution des déclarations de Patrimoine reçues par année et par Branche Territoriale depuis 2005 :

Tableau 4 : Etat des Déclarations de Patrimoine reçues par année et par Faritany

Branche Territoriale	2010	2009	2008	2007	2006	2005	CUMUL
FIANARANTSOA	128	60	308	82			578
TOAMASINA	236	395	287	200			1 118
MAHAJANGA	107	151	318	98			674
TOLIARY	68	61	12				141
ANTSIRANANA	36	66					102
ANTANANARIVO	812	1 139	2 347	3 300	1 779	6 826	16 203
TOTAL NATIONAL	1 387	1 872	3 272	3 680	1 779	6 826	18 816

La chute significative des Déclarations reçues en 2006 provient de la négligence des certaines dispositions du texte par les personnes assujetties. Ainsi, avait pensé une partie des personnalités publiques concernées que la déclaration ne se faisait qu'une fois après leur nomination ou leur entrée en fonction. Les dispositions du texte prescrivent que cette déclaration doit être renouvelée annuellement et cette obligation demeure pendant une durée de deux ans après la cessation aux fonctions y afférentes.

Les changements fréquents des responsables publics et le contexte de crise politique traversé par Madagascar depuis 2009 ont limité l'efficacité des actions de mobilisation des concernées à s'acquitter de leur obligation, d'une part, et la possibilité de réactualisation de la liste mère des assujettis, d'autre part.

La répartition par année et par catégorie des personnes assujetties est résumée par le tableau ci-après :

Tableau 5 : Etat des Déclarations de Patrimoine reçues par catégorie des personnes assujetties

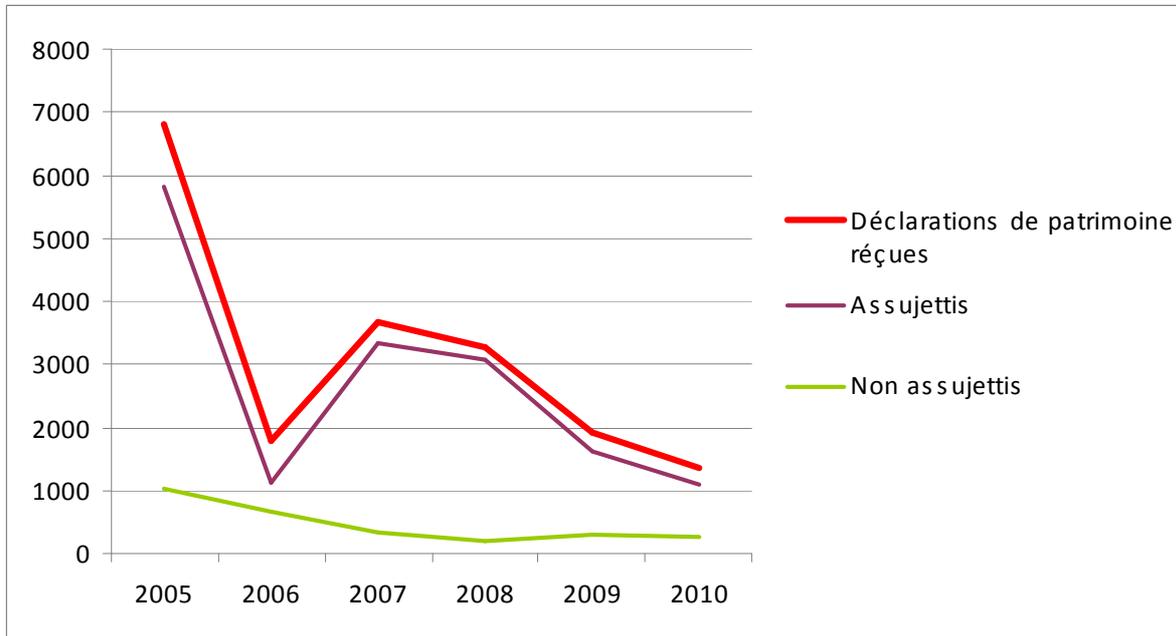
Catégorie de personnes assujetties	Cumul 2010	Cumul 2009	Cumul 2008	Cumul 2007	Cumul 2006	Cumul 2005	Total Cumulé
Catégorie I:							
▪ Premier Ministre			1	1	1	1	4
▪ Membres du Gouvernement	9	5	10	17	2	21	64
Catégorie II:							
▪ Sénateurs	2	6	28	19	4	68	127
▪ Députés		4	34	64	3	87	192
Catégorie III: Membres de la Haute Cour Constitutionnelle			13	12	1	9	35
Catégorie IV:							
▪ Chefs de Régions	3	4	7	10	1	21	46
▪ Maires	173	340	345	440	224	629	2 151
Catégorie V: Magistrats de l'ordre judiciaire, administratif et financier	183	281	483	495	81	510	2 033
Catégorie VI : Fonctionnaires occupant des postes de niveau égal ou supérieur à celui de directeur de ministère	223	239	360	532	245	950	2 549
Catégorie VII : Inspecteurs des domaines, du trésor, des douanes, des impôts et des finances	204	108	346	312	320	508	1 797
Catégorie VIII : Chefs de Formation Militaire	14	49	133	98	17	363	674
Catégorie IX : Inspecteurs de l'Inspection Générale de l'Etat, Inspection Générale de l'Armée, Inspection Générale de la Gendarmerie Nationale	38	0	65	56	42	82	283
Catégorie X : Toute personne exerçant les fonctions d'officier de police économique ou judiciaire	272	538	1 233	1 294	176	2 564	6 077
Total	1 121	1 574	3 058	3 350	1 117	5 813	16 033
Autres (*)	266	298	214	330	662	1 013	2 783
TOTAL	1 387	1 872	3 272	3 680	1 779	6 826	18 816

(*) : Personnes non assujetties à la déclaration de patrimoine

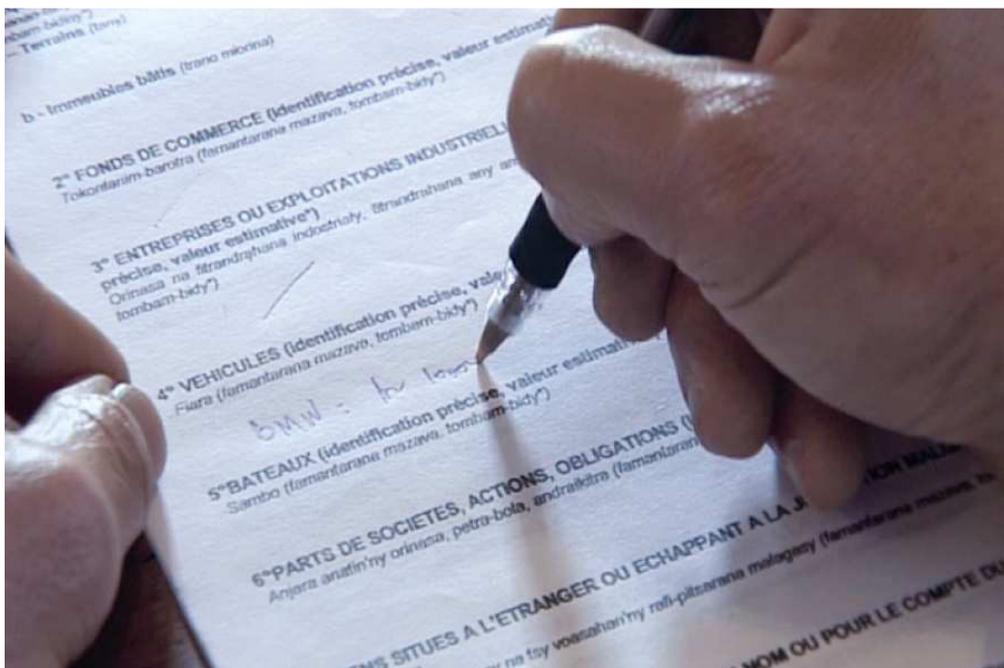
Le tableau ci-dessus illustre la réticence des responsables politiques à déclarer leur patrimoine depuis ces dernières années.

Le graphe suivant montre la tendance et l'évolution par année des déclarations de patrimoine reçues par le BIANCO depuis les années 2005 à 2010.

Graphe 2 : Evolution des Déclarations de patrimoine reçues par BIANCO depuis 2005



La crise politique de l'année 2009 a marqué une époque non négligeable dans l'histoire de la mise en œuvre du décret n° 2002 – 1127 du 30 Septembre 2002 instituant une obligation de déclaration de patrimoine par certaines catégories de hautes personnalités et de hauts fonctionnaires, modifié et complété par le décret n° 2004 -983 du 12 Octobre 2004. Ainsi, sont-ils liés aux contextes politique et économique de Madagascar : la tendance en baisse des déclarations de patrimoine reçues préoccupe le Bureau Indépendant Anti-Corruption.



L'augmentation du nombre des Déclarations de Patrimoine reçues figure parmi les défis à relever par le BIANCO

b) Réception et traitement des doléances

Au cours de l'année 2010, le BIANCO a reçu 4 945 doléances et traité 886 dossiers de corruption, dont la répartition par Branches Territoriales est récapitulée dans le tableau qui suit :

Tableau 6 : Etat récapitulatif des doléances et résultats de traitement des dossiers de corruption

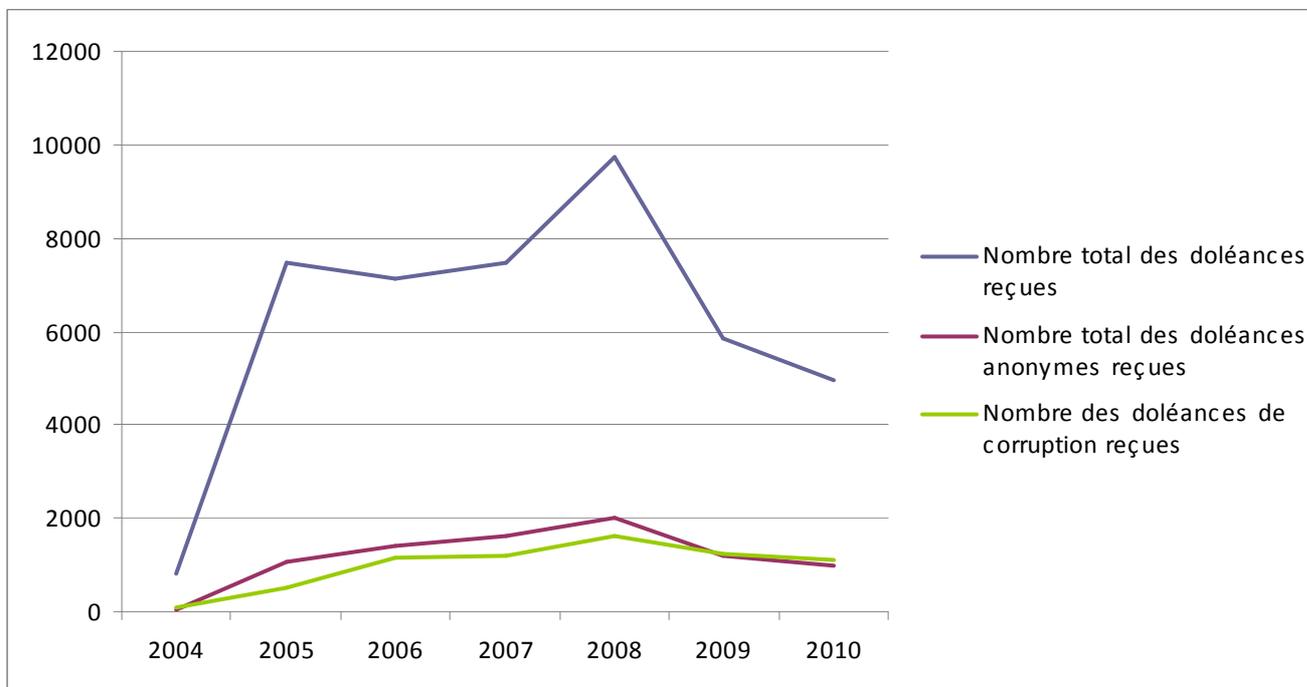
INDICATEURS	ANTANANARIVO	FIANARANTSOA	MAHAJANGA	TOAMASINA	ANTSIRANANA	TOLIARA	TOTAL
1- Nombre de doléances reçues	1 570	924	560	605	893	393	4 945
2- Proportion des doléances reçues par branche territoriale	31,74%	18,68%	11,32%	12,23%	18,05%	7,94%	100,00%
3- Nombre de doléances anonymes	337	258	108	110	88	77	978
4- Nombre de doléances individualisées	1 233	666	452	495	805	316	3 967
5- Nombre de doléances de corruption	269	178	98	104	254	186	1 089
6- Nombre de doléances "non corruption"	1 301	746	462	501	639	207	3 856
7- Nombre de doléances de corruption investigables reçus	265	178	98	92	254	159	1 046
8- Nombre de dossiers d'investigation traités	241	150	165	88	137	105	886
10- Nombre de dossiers en cours	78	42	30	27	108	43	328
11- Nombre de dossiers en instance	0	90	73	32	229	137	561
12- Nombre de dossiers transmis aux juridictions	81	85	63	40	29	39	337
13- Pourcentage des dossiers transmis aux juridictions	33,60%	56,66%	38,18%	45,45%	21,16%	37,14%	38,03%

Les taux de réalisation des principaux objectifs de l'année 2010 sont satisfaisants en général, malgré la tendance à la baisse en volume des activités, notamment :

- 71% du nombre de doléances escomptées réceptionnées cette année ont été parvenues au BIANCO, soit 4 945 doléances sur les 7 000 envisagées ;
- 89% des objectifs ont été atteints pour le traitement de dossiers de corruption, soit 886 dossiers sur les 1 000 prévus ;
- 84% des prévisions des dossiers transmis en juridiction ont été effectuées, soit 337 dossiers sur les 400 estimés.

Le graphe ci-dessous présente l'évolution par année et la proportion des doléances de corruption et des doléances anonymes sur les doléances reçues par le Bureau Indépendant Anti-Corruption depuis sa création en Octobre 2004 :

Graphe 3 : Evolution par année et par catégorie des Doléances reçues



Le graphe suivant traduit l'évolution et la proportion par année des dossiers transmis aux juridictions par rapport aux dossiers de corruption traités.

Graphe 4 : Evolution par année des dossiers traités et des dossiers transmis aux juridictions

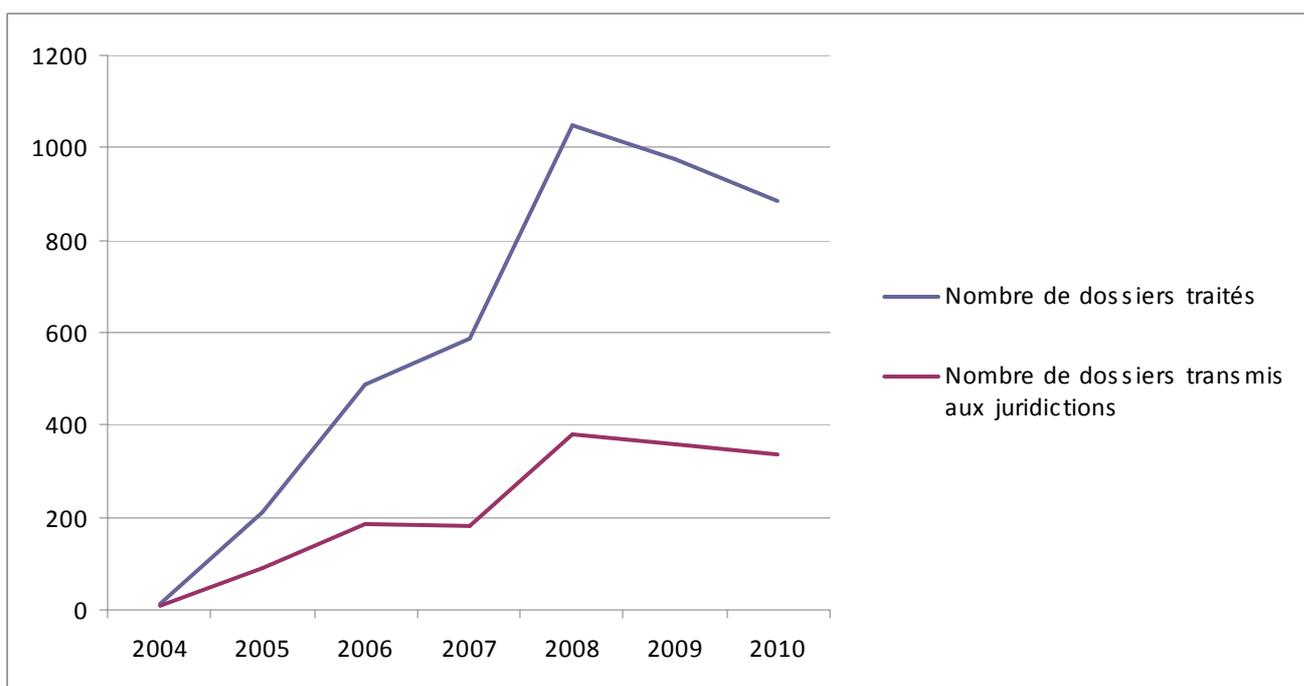


Tableau 7 : Proportion des dossiers de corruption transmis aux Juridictions de 2004 à 2010

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Nombre de dossiers traités	12	213	488	589	1 050	975	886
Nombre de dossiers transmis aux juridictions	8	89	184	183	379	357	337
Pourcentage des dossiers transmis	66,66%	41,78%	37,70%	31,06%	36,09%	36,61%	38,03%

Le niveau des dossiers de corruption transmis aux juridictions reste acceptable par rapport à l'objectif de l'année 2010 qui vise à atteindre les 40% des dossiers traités. Cette proportion dépend principalement de la qualité des doléances reçues.

Les résultats des enquêtes à l'issue du traitement des **337** dossiers transmis aux Juridictions de Madagascar sont récapitulés comme suit :

Tableau 8 : Résultat des investigations effectuées au cours de l'exercice 2010

INDICATEURS	BRANCHES TERRITORIALES (période : début janvier – fin décembre 2010)						TOTAL
	ANTANANARIVO	FIANARANTSOA	MAHAJANGA	TOAMASINA	ANTSIRANANA	TOLIARA	
Arrestation	96	10	0	45	2	28	181
Mandat de dépôt	16	8	0	16	0	3	43
Liberté provisoire	80	5	0	29	2	25	141

Les Mandats de dépôts ne représentent que 24% des Arrestations effectuées par les Branches Territoriales du BIANCO dans toute l'Ile au cours de l'année 2010. Cette situation se traduit par la mise en évidence des efforts à entreprendre par le BIANCO et les Juridictions pour assurer l'efficacité de la Chaîne Anti-Corruption à Madagascar.

Les initiatives entreprises en 2010 par les Entités concernées pour la redynamisation de la Chaîne Anti-Corruption méritent d'être poursuivies de manière permanente et de façon continue. Ainsi, est-elle tenue pour la première fois le 04 Août 2010 la réunion de coordination et d'évaluation des activités prévues dans la convention de partenariat, signée le 24 Juin 2008, entre le Ministère de la Justice et le Bureau Indépendant Anti-Corruption. Etaient représentés lors de cette réunion le Ministère de la Justice, le BIANCO, le Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI), le Service de Renseignements Financiers (Samifin), la Chaîne Pénale Anti-Corruption (CPAC), les Juridictions et la Police Judiciaire.

L'effectivité de l'application du Circulaire N° 009-MJ/SG/DPI/DGAJER/DAI-DPI-CIRC/09 émis par le Ministère de la Justice le 23 Novembre 2009 sur la mise en œuvre de la politique pénale anti-corruption auprès des Cours et Tribunaux constitue un préalable incontournable pour la redynamisation et la garantie de l'efficacité de la Chaîne Anti-Corruption.

La répartition par secteur des cas de corruption enregistrés en 2010 est présentée dans le tableau qui suit.

Tableau 9 : Répartition par secteur des cas de corruption dénoncés en 2010

SECTEURS	CAS DE CORRUPTION RECUES PAR LE BUREAU AU COURS DE L'ANNEE 2010						
	Antananarivo	Fianarantsoa	Toamasina	Mahajanga	Antsiranana	Toliara	TOTAL
Justice :	22	6	7	7	47	14	103
Collectivités décentralisées :	45	53	21	20	50	33	222
Foncier : Domaine - Topo :	23	9	4	14	26	12	88
Police :	8	9	13	2	17	12	61
Gendarmerie :	26	46	19	9	35	40	175
Armée :	3	2	0	2	0	5	12
Education :	22	13	11	10	8	25	89
Santé :	11	6	4	3	6	8	38
Impôts :	3	0	0	4	4	2	13
Trésors :	1	0	0	0	0	5	6
Douanes :	7	0	3	5	4	0	19
Economie, Finances et budget :	6	4	2	2	0	1	15
Energie et Mines :	14	0	0	2	2	1	19
Institutions de l'Etat et ministères :	5	0	1	2	1	0	9
Poste - Télécommunication et communication :	7	0	0	1	1	1	10
Intérieur, Administration Territoriale :	5	7	2	2	3	9	28
Environnement, Eaux et Forêts :	4	3	3	1	3	2	16
Travaux Publics :	7	0	0	2	0	1	10
Agriculture, Elevage et Pêche :	2	2	1	2	2	3	12
Fonction publique et Travail :	0	0	1	0	4	1	6
Culture et Tourisme :	1	0	0	0	0	0	1
Décentralisation et Aménagement du Territoire :	2	0	2	0	0	2	6
Jeunesse et Sport :	1	0	2	0	0	0	3
Population, Protection sociale, Loisirs :	1	0	0	0	0	0	1
Relation internationale (Affaire Etrangère) :	0	0	0	0	0	0	0
Commerce :	2	2	1	0	1	2	8
Secteur privé :	4	2	0	5	9	1	21
Profession libérale, association et ONG :	2	0	0	3	11	0	16
Représentation diplomatique et organisation internationale	0	0	0	0	0	0	0
Autres :	35	14	1	6	20	6	82
TOTAL :	269	178	98	104	254	186	1 089

Les tableaux suivants récapitulent la situation cumulée des doléances reçues ainsi que leur traitement depuis la date de mise en vigueur de la Loi N° 2004 – 030 du 09 Septembre 2004 sur la lutte contre la corruption jusqu'à la fin de l'année 2010.

Tableau 10 : Etat récapitulatif des doléances reçues de Septembre 2004 à fin Décembre 2010

	Cumul 2010	Cumul 2009	Cumul 2008	Cumul 2007	Cumul 2006	Cumul 2005	Cumul 2004	TOTAL cumulé
Nombre total des doléances reçues	4 945	5 858	9 718	7 480	7 114	7 492	813	43 420
Nombre total des doléances anonymes reçues	978	1 209	2 010	1 633	1 430	1 086	44	8 390
Nombre total des doléances individualisées reçues	3 967	4 649	7 708	5 847	5 684	6 406	769	35 030
Nombre des doléances de corruption reçues	1 089	1 225	1 627	1 213	1 161	511	66	6 892
Nombre des doléances de corruption anonymes reçues	336	368	600					
Nombre des doléances de corruption individualisées reçues	753	857	1 027					
Nombre des doléances non corruption reçues	3 856	4 632	8 091	6 267	5 953	6 981	747	36 527
Nombre des doléances non corruption anonymes reçues	645	849	1 411					
Nombre des doléances non corruption individualisées reçues	3 211	3 883	6 680					

Tableau 11 : Situation des Doléances et des dossiers investigables depuis 2004

	Cumul 2010	Cumul 2009	Cumul 2008	Cumul 2007	Cumul 2006	Cumul 2005	Cumul 2004	TOTAL cumulé
Nombre de doléances de corruption investigables	1 046	1 116	1 079	763	941	430	56	5 431
Nombre de dossiers traités	886	975	1 050	589	488	213	12	4 213
Nombre de dossiers transmis aux juridictions	337	357	379	183	184	89	8	1 537
Nombre de dossiers en cours d'investigation (*)	328							
Nombre de dossiers en instance (**)	561							

Tableau 12 : Etat récapitulatif des résultats des investigations de 2004 à fin Décembre 2010

	Cumul 2010	Cumul 2009	Cumul 2008	Cumul 2007	Cumul 2006	Cumul 2005	Cumul 2004	TOTAL cumulé
Nombre de personnes faisant l'objet d'arrestation	181	182	397	317	283	202	12	1 574
Nombre de personnes mises en détention provisoire	43	34	104	101	78	78	2	440
Nombre de personnes mises en liberté provisoire	141	148	293	216	205	124	10	1 137

6

ACTIVITES DE COMMUNICATION

De nouvelles orientations en matière de communication ont été lancées afin de juguler les effets néfastes de la crise vis-à-vis de nos propres activités. Il a fallu mettre en place un nouveau système de communication basé sur deux axes majeurs : primo, celui de la responsabilisation des Branches Territoriales du Bianco par l'intermédiaire des « Interfaces » afin que le Bureau puisse développer les différentes formes de communication de proximité. Secundo, celui de capitaliser et d'optimiser les procédés de communication utilisés jusqu'ici.

C'est dans ce contexte que le nouveau Directeur chargé de la Communication (DCOM) a pris ses fonctions au début de Septembre 2010.

Ainsi, face à la restriction budgétaire, les formes de communication efficace mais à moindre coût ont été privilégiées. La stratégie d'occupation de terrain médiatique était de plus en plus axée sur la promotion des activités opérationnelles du Bureau à travers des reportages.

Néanmoins, pour gérer convenablement les changements au sein du Département de la Communication, les modifications stratégiques et opérationnelles ont été menées progressivement, tant dans le domaine de la Communication de Masse que celle d'Institutionnelle. Pour éviter tout brusque changement qui risquerait une éventuelle baisse de rendement (même si c'est momentané), certaines pratiques courantes étaient maintenues dans la mesure de nos moyens financiers (diffusion de spots, d'émissions, processus de confection d'outils et de supports de communication, création d'événements...)

6.1.- Volet Communication Institutionnelle

Malgré la restriction budgétaire imposée à chaque Département, le volet **Communication Institutionnelle** a réussi à assurer la visibilité du Bureau à travers ses activités : production et impression de supports imprimés - afin de maintenir le public informé de l'avancée de la lutte contre la corruption durant l'année 2010 - ; renforcement de la relation avec les médias - pour la médiatisation des événements majeurs - ; entretien du site web et appui aux Branches Territoriales.

a) Supports imprimés :

Trois supports écrits ont été produits au cours de l'année, par contre aucun film documentaire n'a été élaboré et diffusé faute de financement.

Le 4^{ème} numéro du bulletin d'information BIANCO INFO, relatant les activités du dernier trimestre de l'année 2009, a été édité en 750 exemplaires. Cette édition a été diffusée dans toutes les branches territoriales du BIANCO et auprès des partenaires techniques et financiers du Bureau.

Par contre, le 5^{ème} numéro, publié en 550 exemplaires, a résumé l'essentiel des activités du Bureau durant les deux premiers trimestres de l'année 2010. L'objectif est de renforcer l'adhésion du public à la cause de la Lutte Contre la Corruption.

Le rapport annuel 2009 a été livré en 125 exemplaires au cours du deuxième trimestre et a fait l'objet d'une diffusion progressive dans toute l'Ile à travers les Branches Territoriales du BIANCO.

Enfin, 1300 cartes de vœux du Directeur Général et de l'ensemble du personnel ont été éditées au cours du quatrième trimestre à l'occasion du nouvel an 2011, occasion pour asseoir l'image du Bureau.



Le 5^{ème} numéro du bulletin BIANCO

b) Evénements majeurs :

► **Les événements marquants** impliquant les activités d'éducation et/ou de prévention du Bureau restent toujours une opportunité pour le BIANCO de se faire connaître et de renforcer sa visibilité. Ainsi, le Département Communication a apporté son appui pour assurer la présence médiatique du Bureau. Entre autres, lors de la réalisation de :

- cinq signatures de convention tenues avec le SAMIFIN et la Direction générale du Trésor, le Ministère des Forces Armées, le Fonds d'Intervention pour le Développement (FID), le Fonds de Développement Local (FDL) et la Gendarmerie Nationale pour l'assistance aux concours de recrutement de 600 élèves gendarmes ;
- cinq ateliers de formation organisés au profit des responsables de la Direction Générale du Budget, des principaux acteurs de la gestion du budget de programme du Ministère du Budget et des Finances, des étudiants en paramédicaux, du personnel du FID et des prestataires travaillant avec le FID, et la formation des 50 membres d'association affiliée au Conseil Régional d'Analamanga ;
- deux conférence-débats, l'un pour les étudiants de l'Ecole Nationale de l'Administration de Madagascar (ENAM) et l'autre pour ceux du Centre National de Formation Administrative (CNFA) ;
- un Séminaire de formation des élèves inspecteurs de douanes, en mai ;
- la Mise en place du réseau d'honnêteté du lycée Jules Ferry, en mai ;
- la Présentation en Conseil du Gouvernement du Rapport Annuel 2009 qui a été largement diffusée aussi bien sur les chaînes télévisées que sur les ondes de radio nationale et privée ;
- une série de formation du personnel du CAJAC par l'équipe du BIANCO du 11 au 15 octobre ;



Les deux parties se donnent la main pour renforcer la lutte anti-corruption

Le Département Communication a remis pour la première fois 20 Kits composé chacun de rapport annuel du BIANCO, de statistiques périodiques des activités d'investigation, et de quelques brochures relatives à la lutte anti-corruption à Madagascar au Ministère des Affaires Etrangères afin que ce dernier puisse les remettre auprès de nos représentants diplomatiques. L'objectif a été de renforcer la visibilité au niveau internationale de la Lutte anti-corruption à Madagascar à travers les activités du BIANCO. Les deux parties se sont également convenues de créer un lien entre leur site web pour accentuer la présence internationale du BIANCO. Ce projet est déjà en cours d'exécution.

On signale également la participation du BIANCO à la Journée Mondiale de la Statistique du 20 au 21 octobre, opportunité pour le Bureau de présenter publiquement toutes les statistiques disponibles concernant les activités d'Education, de Prévention et d'Investigation par le biais de la tenue de stand durant la manifestation.

La présence annuelle du BIANCO aux différentes manifestations culturelles à tendance traditionnelle comme celle de « volambetohaka » organisée par la Région Amoron'i Mania et le District de Manandriana ou bien à connotation artistique, comme celle de « DONIA » a également permis au Bureau de s'affirmer et de se faire connaître. En effet, grâce à l'association de la culture anti-corruption avec les cultures traditionnelles et artistiques périodiques, de nouvelles opportunités s'ouvrent à la lutte contre la corruption.

Enfin, un appui a également été apporté à l'organisation de deux événements d'importance majeure concernant la vulgarisation du Rapport Annuel 2009 : la présentation au niveau du Conseil de Gouvernement le 27 juillet, ainsi que la tenue de la conférence de presse le 29 juillet.

A cet effet, un document de synthèse du Rapport d'activités, un communiqué de presse ainsi que divers documents de présentation ont été conçus.



Le DG du BIANCO a présenté en Conseil du Gouvernement le rapport annuel 2009 du BIANCO

► **Le 09 décembre, Journée Mondiale de la lutte contre la corruption.**

La célébration de la Journée Mondiale de la Lutte Contre la Corruption (le 9 décembre) a également fait l'objet d'une vaste campagne. Mis à part les activités relatives à cet événement, la déclaration officielle (en version malagasy et française) du Directeur Général a été intégralement diffusée à la Télévision et à la Radio nationale (TVM et RNM), et par quelques stations radios privées (ANTSIVA, RDB, VIVA), au moment du journal. Elle a été diffusée en partie par les autres stations TV privées.



Vernissage de l'exposition sur la Lutte Contre la Corruption en la salle « Tahala Rarihasina » à Analakely - 09 décembre 2010 -

En outre, un débat télévisé ayant vu la participation du Directeur Général du BIANCO et le Coordinateur national du Transparency International-Madagascar et animé par un journaliste de la TVM, a été transmis à la Télévision nationale, dans la soirée du 9 décembre. Dans la même optique, le Directeur Général est intervenu dans un débat radiophonique « savaravina », cette fois-ci animé par un journaliste de la RNM.

c) Relation presse, gestion de la visibilité, de la bonne image et de l'opinion publique

► **Partenariat**

L'année 2010, la collaboration avec la presse a été renforcée pour plus de visibilité, pour gérer convenablement l'image du Bianco et celle de la lutte contre la corruption ainsi que de l'opinion publique en faveur du Bureau ; et ceci pour mieux communiquer au public les réalisations du Bureau, tant à Antananarivo qu'en province. En ce sens, le Département a réactualisé ses contacts-presse en vue de constituer un réseau de journaliste. Un partenariat avec le journal « Le Courrier de Madagascar », le « Journal de Madagascar » et « Ino Vaovao » pour une parution gratuite d'articles relatifs à la lutte contre la corruption, une fois par semaine, a été conclu. Suite à ce partenariat, 16 articles de fond et d'actualité provenant du Département Communication et des Branches Territoriales et relatant les faits de corruption au quotidien notamment dans les axes routiers et les activités du BIANCO ont été diffusés gratuitement.

De leur côté, les Branches Territoriales ont également consolidé leur collaboration avec la presse locale et la Direction interrégionale de la communication. En effet, les noms des journalistes correspondants des principaux journaux de la capitale ont été envoyés aux Branches Territoriales afin que ces dernières puissent les contacter directement afin de communiquer les activités du Bureau ou les événements liés à la lutte contre la corruption. Tout cela pour une meilleure synergie dans la communication et une bonne visibilité à travers les réalisations des Branches Territoriales.

► Invitation presse, visibilité et article de presse

- Nos échanges avec les médias se sont progressivement améliorés. La collaboration avec la presse à travers des mailings périodiques de nos réalisations et des invitations directes pour la couverture médiatique de nos activités d'éducation et de prévention durant cette période a été renforcée pour améliorer la visibilité du BIANCO.
- Toutefois, un droit de réponse a été diffusé dans un quotidien de la capitale suite à la parution d'un article « imprécis », offrant ainsi au Bureau une occasion supplémentaire de rectifier l'information, d'une part et de véhiculer des messages anti-corruption.

► Conférence de presse et interview

- Après la présentation en Conseil du Gouvernement et au Président de la Haute Autorité de la Transition du rapport annuel 2009, respectivement les 27 et 28 juillet, une conférence de presse du Directeur Général du BIANCO sur le rapport annuel et l'actualité du BIANCO s'est tenu au siège du Bureau le 29 juillet ;
- Par ailleurs, 3 interviews ont été réalisés : par Gazetiko en mars, par FLM en juillet et par Radio France Internationale (RFI) en août.

d) Site web

Le nom de domaine et l'hébergement du site web du Bureau ont été renouvelés le 25 mai et gérés par un nouveau prestataire à partir de cette date, de E-Sight à Madagascar-Internet. La mise à jour a été effectuée périodiquement depuis janvier après des travaux de refonte en vue d'améliorer la visibilité du Bureau notamment sur la scène internationale. La mise à jour concernait, entre autres, les parties « revue de presse », « statistiques » et « événements ». Mais ce changement de prestataire a occasionné des anomalies techniques au niveau du site vers le dernier trimestre de l'année 2010.

Enfin, le Département chargé de la Communication a fourni des efforts particuliers au développement de la communication de proximité au niveau des 5 Branches Territoriales. Cette stratégie s'est inscrite dans la mise en place et dans la mise en œuvre d'un système de communication du Bureau. C'est ainsi que des « personnes-ressources » internes du Bianco travaillant dans ces Branches Territoriales ont été désignées (d'un commun accord avec les 5 Directeurs Territoriaux) afin de mener à bien la capitalisation et l'optimisation des activités de communication de proximité dans les zones d'interventions de ces Branches Territoriales du BIANCO.

6.2.- Volet Communication de Masse

Les activités de communication de masse réalisées durant l'année 2010 assuraient la continuité des principales orientations poursuivies depuis 2009 : le renforcement de l'appui aux divisions opérationnelles d'une part, et le renforcement de la visibilité du BIANCO, l'entretien d'une bonne image du Bianco et de la Lutte contre la Corruption d'autre part. De même, des efforts ont été consentis pour améliorer l'opinion publique vis-à-vis du Bianco et de la lutte contre la corruption à travers les médias.

Mais la réduction significative du budget alloué au Bureau, en général et au Département chargé de la Communication, en particuliers a influencé le choix des supports produits ainsi que l'approche à suivre dans l'opérationnalisation des activités de communication de masse. Ainsi, l'édition de supports imprimés et la réalisation de supports audio ont été privilégiées, tandis qu'aucune production de supports audio-visuels (spots et sketches TV) n'a été effectuée. De même, les diffusions ont été réduites.

a) Les supports imprimés en appui aux activités de mobilisation

Une nouvelle version du dépliant de mobilisation a été produite. Les différentes manifestations et les méfaits de la corruption au quotidien, les enjeux de la lutte contre la corruption ainsi que la nécessité de persévérer dans une lutte de longue haleine sont autant de sujets mis en avant à travers cette nouvelle édition.

Une affiche explicitant les étapes de traitement des doléances reçues au niveau du BIANCO a été éditée pour la première fois. Ce nouveau support est destiné à être apposé au niveau des différents services publics.



L'affiche sur les procédures de traitement des doléances

Département chargé de la Communication (DCOM) ainsi que les Branches Territoriales du Bianco ont pu diffuser une série d'articles de tout genre mais traitant de la lutte contre la corruption.

Par ailleurs, afin de maintenir la présence et la visibilité du Bureau et de la Lutte contre la Corruption dans la presse au niveau des grands quotidiens de la capitale, le Bureau a facilité la publication d'articles, d'interviews, de reportages sur la mise en œuvre de la politique nationale de la lutte contre la corruption à Madagascar. Nous faisons allusion au « Midi de Madagascar », à « l'Express de Madagascar », à la « Gazette de la Grande Ile », « les Nouvelles de Madagascar », « la Vérité », « Tribune de Madagascar »...

En outre, les clubs anti-corruption (qui est une nouvelle approche pour diffuser la culture anti-corruption dans le secteur éducatif) et les procédures de traitement de doléances ont été les deux thèmes qui ont bénéficié de traitement de faveurs dans les médias.

c) Renforcement de la visibilité

Dans le cadre de l'amélioration de la visibilité des activités du BIANCO, le Département Communication a collaboré avec la Branche Territoriale d'Antananarivo pour la vulgarisation du Rapport Annuel 2009. A cet effet, une présentation du Rapport Annuel 2009 auprès du Conseil de Gouvernement et une conférence de presse ont été organisées les 27 et 29 juillet.

Compte tenu d'un budget limité, la production de spots radio a été privilégiée du fait de leurs coûts de réalisation et de diffusions relativement abordables.

Ainsi, pour accompagner les efforts de mobilisation du grand public, six nouveaux spots radio ont été produits et transmis pour diffusions auprès des Branches Territoriales.

A travers la mise en scène des pratiques de corruption devenues courantes au niveau des services publics, l'objectif de ces spots est d'interpeller aussi bien les agents que les usagers de ces services. Administration Publique, Douanes, Impôts, Santé Publique, Sécurité routière et gestion des ressources forestières, le rôle des jeunes dans la Lutte Contre la Corruption ont été autant de thèmes abordés à travers ces spots.

Concernant la promotion de la Déclaration de Patrimoine, un spot radio d'information et de mobilisation à l'attention des personnes assujetties a été produit.

A part les diffusions effectuées auprès des stations de proximité au niveau de chaque Branche Territoriale, ces spots ont été diffusés sur Radio Antsiva et Radio Don Bosco de janvier à avril et de juillet à octobre.

Les anciens spots télé sur les infractions de corruption (ceux confectionnés pendant les années précédentes) ont été diffusés sur TVM, TV Plus, Viva et MaTv, également de juillet à octobre.

d) Renforcement de capacités

Pour une amélioration des performances de l'équipe du Département Communication, et surtout afin de pouvoir assurer en interne le maximum de travaux de conception, les deux communicateurs ont bénéficié d'un renforcement de capacités en matière de traitement de photos (Photoshop) et de mise en page (Quark Xpress).

En outre, le Bureau accepte la demande des stagiaires et les encadre durant leur stage pratique au sein du Département chargé de la Communication.

Une étudiante de l'établissement SAMIS – ESIC, en préparation de son diplôme de Licence en Communication, a effectué son stage au sein du Département pendant trois mois.

La conception d'un film documentaire de 3 minutes sur la corrélation entre la corruption et l'exploitation minière à Ilakaka, a été l'une de ses principales réalisations. Le plus important étant son mémoire de fin d'études qui portait sur l'amélioration de la visibilité du BIANCO par le renforcement de son identité visuelle.

Un autre étudiant en troisième année et préparant son diplôme de Licence en Communication, issu de l'Université d'Antananarivo y effectue un stage de deux mois. Enfin, une autre étudiante provenant de l'Université privée ACEEM, première année en filière Communication y a effectué un stage d'observation d'un mois.

6.3.- Communication de proximité

Le Bureau a fait des efforts particuliers pour redynamiser les actions de communication des six Branches Territoriales du Bianco. C'est ainsi que la plupart des stations Radio et de Télévision de proximité ont contribué dans la diffusion des messages et de la culture anti-corruption à travers la Grande Ile.

Le tableau suivant résume les différentes interventions dans le domaine de la communication de proximité.

Tableau 13 : Communication de proximité au niveau des 6 branches territoriales du BIANCO

RUBRIQUES	BRANCHES TERRITORIALES BIANCO						TOTAL
	TNR	TMN	FNR	MJG	TOL	ANT	
Nombre d'émissions/spots diffusés dans de stations TV de proximité	30	32	96	7	2	32	199
Nombre de stations TV de proximité impliquées	7	8	3	2	1	5	26
Nombre de Districts touchés	24	8	4	7	6	5	54
Nombre de reportages TV réalisés et diffusés	24	20	10	1	9	3	67
Nombre de plateaux TV de proximité réalisés	12	9	4	3	3	8	39
Nombre d'émissions/spots diffusés dans de stations de Radio de proximité	350	428	312	58	18	200	1366
Nombre de stations Radio de proximité impliquées	10	14	12	3	2	7	48
Nombre de Districts touchés	24	9	9	7	6	5	60
Nombre de reportages Audio réalisés et diffusés	36	1	18		5	4	64
Nombre de plateaux Radio de proximité réalisés	30	4	15	2	6	8	65
Nombre de reportages réalisés et diffusés dans la Presse écrite	12	1	4			19	36
Nombre d'insertions d'articles de LCC dans des périodiques appartenant à nos partenaires.	39	1	4				44
Nombre de sketches audio réalisés et diffusés en dialectes locales		8	36				44
Nombre de types de supports et d'outils de communication produits localement	9	3	4	5	7	3	31
Nombre d'événements créés (portes ouvertes, expositions...)	5	1	2	12	2	6	28
Nombre de conférences, de conférences-débats, points de presse...réalisés.	21	12	10	2	4	2	84
Nombre de communiqué de presse	17			9			26
Nombre de communiqué à la Radio	7	8	6	11	6	9	37
Nombre de communiqué à la TV	5	5	4	5	4	9	32

N.B.

TNR Antananarivo TMN Toamasina MJG Mahajanga FNR Fianarantsoa TOL Toliara ANT Antsiranana

La Journée Mondiale de la Lutte contre la Corruption étant célébrée le 09 Décembre, la date est devenue le point de ralliement de toutes les Parties Prenantes intervenant dans la lutte contre la corruption à l'occasion de laquelle différentes manifestations anti-corruption sont organisées. Cette année, le Bureau a décidé, non pas de célébrer la journée mais plutôt la semaine de lutte contre la corruption.

Le tableau suivant montre une grande diversité au niveau des interventions, non seulement du Bianco mais aussi celles des autres Parties Prenantes.

Tableau 14 : Activités de communication à l'occasion du 09 décembre, Journée Mondiale de la Lutte Contre la Corruption

Thème générique : « Tanora mandà kolikoly, mitsinjo ny ho aviny : firaisan-kina ho fanoherana ny kolikoly »

Branches Territoriales et lieu de célébration	TNR Antananarivo	TMN Fénérive Est	FNR Manakara	MJG Mahajanga	TOL Ambovombe Androy	ANT Antsiranana
Activités						
Organisation d'une célébration officielle				X		
Réalisation d'émissions spéciales 9 Décembre (TV et Radio)				X		
Réalisation de spots spéciaux 9 Décembre (TV et Radio)				X		
Réalisation de reportages TV à l'occasion du 9 Décembre				X		
Invitation au plateau à l'occasion de 9 Décembre (TV et Radio)				X		
Organisation d'un débat télévisé	X					
Production de magazine	X					
Communiqué (de presse, de Radio, de TV) à l'occasion du 9 Décembre				X		
Production d'affiches spéciales 9 Décembre	X					
Production de banderoles spécial 9 Décembre et véhiculant des messages anti corruption				X		
Organisation de carnaval				X		
Organisation de manifestations sportives associées à la LCC		X	X		X	
Organisation de manifestations socioculturelles associées à la LCC (radio crochet, danse folklorique, poésie, sketch...)				X		
Organisation de conférences, de conférences-débats pour la promotion de la culture anti corruption			X			
Organisation de toutes sortes de concours en LCC et distribution de prix.				X		
Diffusion de film SEDRA				X		
Expositions	X		X			X
Déclaration solennelle (de M. Le Directeur Général)				X		

PERSPECTIVES

Beaucoup a été réalisé en termes de communication durant l'année 2010 mais nous avons encore de nombreux défis à relever pour 2011, défis reliés surtout au renforcement du nouveau système de communication mis en place. D'une part, nous devons renforcer les capacités des « personnes-ressources » se chargeant de la capitalisation et de l'optimisation des activités de communication de proximité au niveau des Branches Territoriales ; d'autre part, l'élaboration d'un manuel de communication s'avère nécessaire ; ensuite, penser à l'optimisation du Site web du Bianco (communication nationale et internationale) sera salutaire pour le Bureau, comme l'est également le renforcement de la communication de proximité en partenariat avec les acteurs de communication de proximité ; et enfin, la mise en place et l'opérationnalisation d'une photothèque qui accueillera toutes les photos et films pris lors des activités et manifestation du Bureau dans la mise en œuvre de la politique de lutte contre la corruption apporteront un nouveau souffle à la qualité de nos outils de communication. Si le contexte le permettra, nous pourrions procéder à l'élaboration de notre stratégie de communication en LCC pour l'année 2011. Sinon, on attendra l'année 2012.



Renforcer davantage l'image du Bureau à travers les médias

7

RESSOURCES HUMAINES

7.1 – Evolution de l'effectif du personnel

L'année 2010 a été marquée par le gel des effectifs. Le tableau ci - après donne le mouvement du personnel au cours de l'année 2010 :

Tableau 15 : Mouvement du personnel au cours de l'année 2010

Situation au 01 Janvier 2010	Mouvement du personnel en 2010		Situation au 31 Décembre 2010
	Recrutement	Départ	
179	1	10	170

Le seul recrutement effectué au cours de l'année 2010 consiste en la réintégration d'un personnel en situation de mise en disponibilité.

Les dix (10) départs enregistrés en 2010 représentent les démissions des responsables suivants :

- Un (1) Directeur,
- Deux (2) Chefs de division,
- Deux (2) Conseillers principaux,
- Un (1) Conseiller,
- Deux (2) Assistants,
- Un (1) Technicien de surface.

Pour pallier aux carences du personnel en quantité et en qualité au niveau des Branches Territoriales, la Direction Générale a décidé de procéder au rééquilibrage des effectifs pour combler les postes vacants. Le recrutement en interne a été privilégié et prend la forme de promotions en cascade avant de couvrir les besoins par des sollicitations à l'externe, conformément à la politique du Bureau. Ainsi :

- quarante (40) personnes ont pu bénéficier de promotion et/ou changer de poste en 2010 ;
- seize (16) postes ont fait l'objet de recrutement externe dont les procédures y afférentes ont été enclenchées et réalisées à la fin de l'exercice 2010. Le recrutement de personnel admis à occuper ces postes sera prononcé au début de l'année 2011.

7.2.- Formations et renforcement de capacités du personnel

Quatre (4) personnes ont suivi la formation continue en anglais auprès du Centre Américain à Antananarivo.

Deux (2) responsables ont participé à la conférence internationale sur la Lutte Contre la Corruption du 02 au 05 novembre 2010 à MACAO-CHINE.

Un (1) Responsable a contribué aux travaux du groupe d'examen de l'application de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la corruption à Vienne Autriche en Décembre 2010.

Un (1) Responsable a participé à la conférence « Joining forces to combat Transnational Corruption » organisée par la Banque mondiale aux Etats-Unis d'Amérique en Décembre 2010.

8

ADMINISTRATION ET FINANCES

8.1 – Principales réalisations physiques

Le retard des engagements et des versements des crédits au compte de dépôts du BIANCO a engendré des perturbations sur la mise en œuvre des activités programmées pour l'année 2010 des Branches Territoriales.

Les principales activités réalisées en matière d'administration et des Finances au cours de l'année 2010 se résument ainsi :

- Réception définitive des travaux de réhabilitation des bâtiments servant de bureau pour les Branches Territoriales de Toliara et de Fianarantsoa ;
- Acquisition des matériels informatiques pour combler les déficits et renforcer le parc existant, notamment par : 17 ordinateurs PC, 12 Imprimantes laser, 20 onduleurs, 10 écrans LCD, 4 vidéo projecteur multimédia et 10 ordinateurs portables;
- Edition du rapport de clôture du Projet intitulé « assistance aux activités opérationnelles du BIANCO », Accord n° MAG-04/011 du 11 Novembre 2005, et financé par le Royaume de Norvège ;
- Révision et mise à jour des manuels de procédures administratives et comptables ;
- Appui opérationnel aux Branches Territoriales pour une meilleure exécution du Budget et renforcement de capacités et de compétence des agents administratifs et financiers en matière d'élaboration de Plan de Travail Annuel et du budget, de clôture de l'exercice budgétaire et d'établissement des comptes administratifs et surtout en matière d'uniformisation des méthodes et approches.

8.2 – Allocation de ressources et réalisations financières

Les crédits alloués au BIANCO de l'année 2010 sont modifiés comme suit, selon l'Ordonnance n° 2010 - 006 du 06 Septembre 2010 relative à la Loi de Finances Rectificative :

Tableau 16 : Répartition par rubrique du Budget 2010 alloué au BIANCO (En milliers Ariary)

RUBRIQUE	CREDIT INITIAL	CREDIT MODIFIE
- Salaires et Indemnités	1 311 999	2 484 000
- Fonctionnement hors solde	1 367 914	637 914
- Investissement Ressources Propres Internes (RPI)	1 496 000	296 664
TOTAL	4 175 913	3 418 578

La demande du Bureau pour la réallocation d'une partie de crédit, à hauteur de 1 172 Millions d'Ariary, en vue de couvrir les dépenses se rapportant aux salaires et indemnités du personnel a été honorée dans la Loi des Finances Rectificatives 2010. Par contre, les rubriques de fonctionnement et des investissements ont été révisées respectivement à la baisse de l'ordre de 53% et de 80% par rapport aux allocations de financement de l'Etat Malgache inscrites dans la Loi des Finances Primitives 2010.

Cette situation dégressive des allocations du budget de l'Etat Malgache en 2010, seule ressource financière disponible pour le BIANCO au cours de l'exercice considéré, a pour impact direct sur le niveau de réalisation des activités programmées. En outre, les retards enregistrés au niveau des engagements et des versements des crédits dans le compte de dépôt ouvert au nom du Bureau ont accentué davantage les difficultés rencontrés et liés à l'insuffisance des allocations de crédit pour le financement des activités.

8.3 - Situation des Engagements et des crédits 2010

La situation des engagements et des crédits de fonctionnement et d'investissement alloués au BIANCO pour l'année 2010 est récapitulée comme suit :

Tableau 17 : Etat des allocations budgétaires 2010 et des crédits mandatés (En milliers Ariary)

RUBRIQUES	Crédit de Paiement modifié	Cumul Engagement	Crédits mandatés
Crédit de Fonctionnement	3 121 914	3 121 914	3 121 914
Crédit d'Investissement	296 664	296 664	296 664

La totalité des crédits de fonctionnement et d'investissements octroyés dans la Loi des Finances Rectificatives 2010 a été totalement engagée, mandatée et versée au compte de dépôts ouvert au nom du BIANCO.

Tableau 18 : Situation des crédits de fonctionnement et d'investissement 2010**Crédits de Fonctionnement****(En Ariary)**

Ligne budgétaire	Reliquat fin 2009	Crédit 2010 Modifié, versé	Disponible au compte	Dépenses engagées	Disponible au 31/12/2010
6031-Personnel permanent	499 772 462,57	2 484 000 000	2 983 772 462,57	2 440 065 318,90	543 707 143,67
6561-Hospitalisation, traitement, soins	1 268 049,20	20 000 000	21 268 049,20	21 263 544,00	4 505,20
Autres		617 914 000	617 914 00,00	395 288 585,82	222 625 414,18
Total Fonctionnement	501 040 511,77	3 121 914 000	3 622 954 511,77	2 856 617 448,72	780 281 093,05

Crédits d'Investissement**(En Ariary)**

Ligne budgétaire	Reliquat fin 2009	Crédit 2010 Modifié, versé	Disponible au compte	Dépenses engagées	Disponible au 31/12/2010
Total Investissement	605 943 319,14	296 664 000,00	902 607 319,14	717 800 179,47	222 264 441,27

9

PERSPECTIVES

9.1- Grandes lignes des activités des exercices 2011 à 2013

Au cours de la période 2011 à 2013, les efforts du Bureau Indépendant Anti-Corruption seront principalement axés sur :

- la mise en place des moyens permettant de mettre en œuvre les activités programmées, entre autres, la dotation de postes budgétaires en vue du renforcement de l'effectif, la mobilisation des ressources financières et matérielles et la consolidation des acquis et des compétences du personnel ;
- le développement des capacités opérationnelles du Bureau par le renforcement de la performance des six branches territoriales installées dans les chefs lieux des ex-provinces ;
- l'intensification de la mise en œuvre de la stratégie nationale :
 - Mobilisation du public afin que 2/3 des malgaches soient intolérants face à la corruption et le code de conduite est appliqué dans tous les secteurs prioritaires,
 - Appropriation des mesures de prévention et mise en application des dispositifs anti-corruption par les services publics : standard de service en place et mis en œuvre, systèmes et procédures redressés, opérateurs et usagers adoptant des bonnes pratiques, augmentation des ressources publiques,
 - Promotion de la culture d'intégrité, de transparence et de redevabilité ainsi que des principes de bonnes gouvernances au sein du secteur privé : pactes d'intégrité et codes d'éthique appliqués par les principaux groupements professionnels,
 - Mise en place et mise en œuvre d'une politique régionale de lutte contre la corruption : appropriation régionale de la lutte contre la corruption (adoption de bonnes pratiques dans les secteurs et les collectivités décentralisées),
 - Effectivité de la chaîne anti-corruption : adoption d'une politique pénale, traitement des dossiers de corruption investigables et transmis aux juridictions, fragilisation du sentiment d'impunité,
 - Contribution à la maîtrise de l'exploitation et la bonne gestion des ressources naturelles,

- Accompagnement des grands investissements miniers et pétroliers en vue de réduire la corruption dans les grands investissements,
- Développement de l'ouverture internationale : collaboration avec les agences anti-corruption, participation aux instances et activités internationales de renforcement du programme de lutte contre la corruption.

9.2- Principales orientations des activités de l'année 2011

Les principales orientations ci-après ont servi de base pour la détermination, la programmation et la priorisation des activités lors de l'élaboration du Plan de Travail Annuel 2011 :

- Améliorer de manière progressive la performance des Branches Territoriales pour le traitement des doléances et l'épurement des dossiers investigables en instance ;
- Participer activement à la dynamisation de la chaîne anti-corruption : adoption et application effective de la politique pénale anti-corruption, traitement des dossiers transmis aux juridictions, fragilisation du sentiment d'impunité et consolidation des liaisons opérationnelles;
- Contribuer à la promotion de la transparence et de la culture de refus de corruption dans les processus de l'exploration des ressources naturelles et minières ;
- Renforcer la collaboration avec les partenaires, entre autres, les Organisations de la Société Civile, les organisations confessionnelles, les médias, les établissements scolaires et les secteurs ;
- Promouvoir la culture d'intégrité et de transparence dans les secteurs publics et privés : code de conduite et de déontologie, pacte d'intégrité et déclaration des principes d'affaires, code de conduite des affaires ;
- Poursuivre les activités de mobilisation des établissements scolaires pour la lutte contre la corruption et l'adoption de la culture de refus de ce fléau : intensification et opérationnalité des clubs anti-corruption, intégration de la culture anti-corruption dans le programme scolaire, etc ;
- Mettre en œuvre et vulgariser les dispositifs anti-corruption et les mesures de prévention dans les secteurs : standard minimum des services, assistance et appui aux entités organisatrices des concours administratifs et examens officiels, revue de systèmes et analyse des procédures, plans d'accompagnement et de mise en application des recommandations d'audit, vulgarisation des bonnes pratiques etc ;
- Accompagner les Entités Régionales dans la mise en œuvre de leur politique spécifique de lutte contre la corruption et dans la consolidation des acquis pour la promotion de la déclaration de patrimoine au niveau local.

9.3.- Principaux résultats escomptés pour l'année 2011

Dans le cadre de l'application de la législation anti-corruption :

- **6 000 doléances** sont reçues, dont **1 200 faits** sont **soupçonnés de corruption** et font l'objet d'investigation ;
- **1 000 dossiers investigables** sont traités par le BIANCO, dont **400** sont **transmis aux juridictions** (soit 40% des dossiers traités) ;
- **Résultats des dossiers transmis** aux juridictions sont **communiqués périodiquement** par le Ministère de la Justice au BIANCO (conformément aux termes de la convention de partenariat signée le 24 juin 2008) ;
- **Liste mère des assujettis** à la déclaration de Patrimoine pour l'année 2011 est mise à jour, tant au niveau central que régional ;
- **50%** (environ **3000 Déclarations**) des **personnes assujetties** à la Déclaration de Patrimoine se sont **acquittées de leur obligation légale**;
- **50 liaisons opérationnelles** sont **conclues** avec les Institutions, Ministères et Services Régionaux.

Dans le cadre des volets Education et Prévention :

- **Grand public mobilisé** à refuser et à dénoncer les pratiques de corruption ;
- **Image et visibilité du Bianco** améliorées à travers la publication périodique des résultats relatifs à l'avancée de la lutte contre la corruption : site web – rapports d'activités - conférences débats - documentaire – bulletins et revues d'information et de mobilisation ;
- **Politique régionale de lutte contre la corruption (PRLCC)** effective dans les **22 régions** de Madagascar : chaque région a défini ses axes stratégiques en matière de lutte contre la corruption et a intégré les actions de LCC dans son Plan Régional de Développement (PRD) ;
- **Processus d'éducation** du public, des agents des secteurs public et privé, des autorités et des responsables locaux au changement de comportement, par rapport à la pratique de corruption, **poursuivi et renforcé** ;
- **Responsabilisation des relais** (Organisations de la Société Civile, leaders d'opinions, confessions religieuses, ...) pour l'éducation du public au changement de comportement, de veille et d'interpellation, par rapport à la pratique de la corruption;
- Processus du mouvement éthique, d'**adoption de la culture d'intégrité et des principes de la bonne gouvernance**, d'élaboration et de vulgarisation du code de conduite et de déclaration des principes d'affaires par le secteur privé, les projets de développement, tels que le Fonds d'Intervention pour le Développement, le Fonds de Développement Local, la Fondation Tany Meva, ... et les partenaires, poursuivis et renforcés ;
- **Jeunes mobilisés** pour la participation active aux activités de lutte contre la corruption dans leurs établissements scolaires respectifs (Club anti-corruption et Réseau d'honnêteté ...);

- Processus de l'introduction des **notions d'intégrité morale** et de l'insertion de la **dimension de lutte contre la corruption** dans les programmes scolaires poursuivis et renforcés ;
- **16 entités accompagnées** dans la mise en œuvre des recommandations d'audit : BCMM, DGSR, Guichet Unique des Domaines, Justice, Trésor Public, Services de Visite Technique, Filière bovine, Communes Urbaine de Toamasina, de Brickaville et de Fénériver Est , Commune suburbaine de Toamasina, Mines, Guichet Foncier, Commune à Mahajanga, et à Antanamarana ;
- **10 travaux de revue des systèmes et d'analyse des procédures** sont effectués : Exportation de produits miniers, Aéroport international d'Ivato, Fonds d'Intervention pour le Développement, Axes routiers, Fanalamanga, Attribution de parcelle et recouvrement, Ventes aux enchères publics, Douanes, Reconnaissance de terrain, Octroi de liberté provisoire ;
- **302 services publics accompagnés** dans la mise en place des dispositifs anti-corruption ;
- **4 Entités** organisatrices de concours administratifs **accompagnées** ;
- **2 Guides** élaborés et vulgarisés : guide de passation des marchés publics et guide pour la prévention de la corruption dans l'organisation des concours administratifs.



La mobilisation des communautés de base facilite l'adhésion du public en faveur de la Lutte Contre la Corruption (séances de mobilisation du BIANCO à Tanambao-Manampotsy)

9.4 - Budget de l'exercice 2011

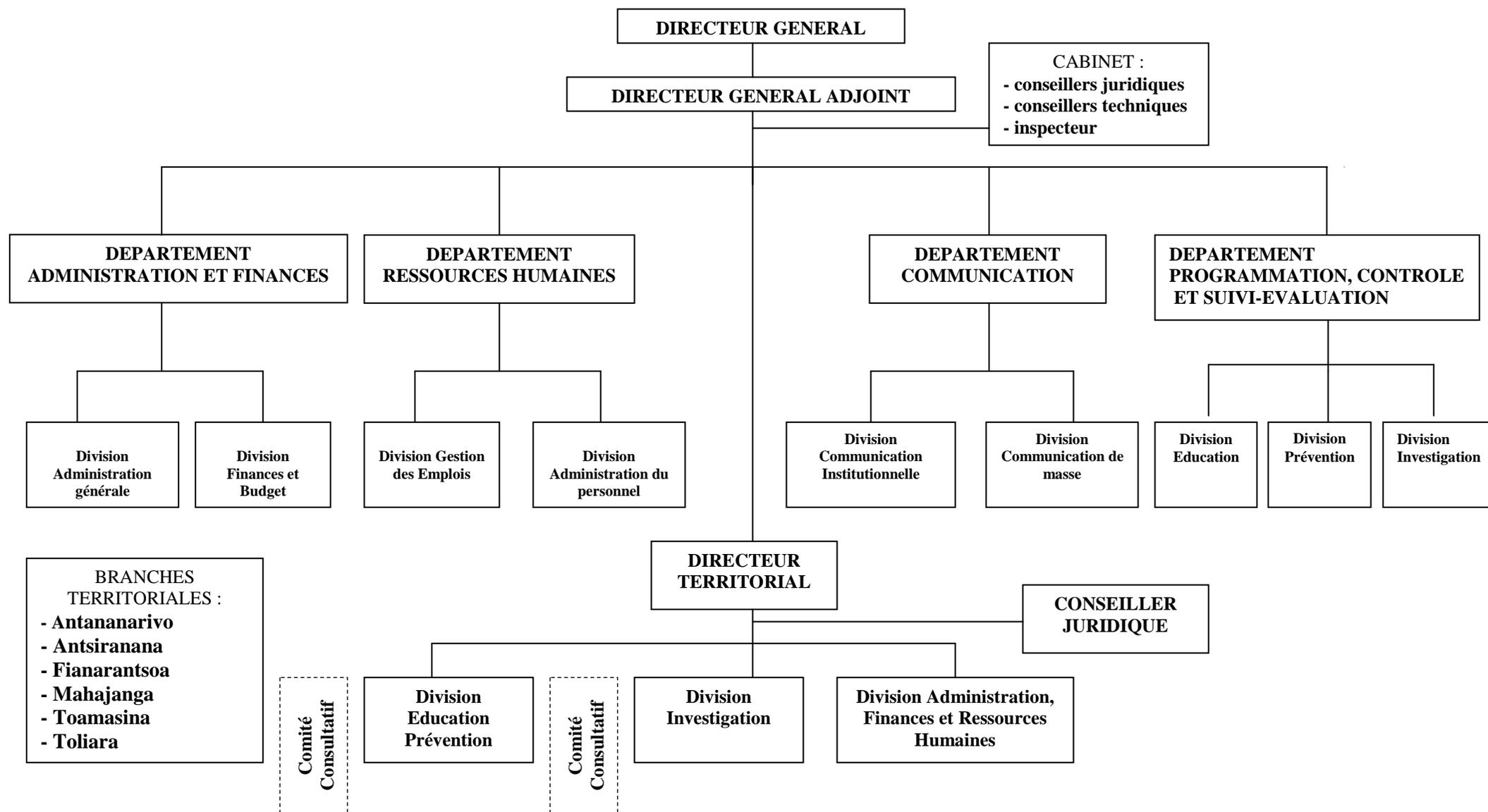
Le budget et le plan de financement des activités du BIANCO pour l'année 2011 sont récapitulés dans le tableau qui suit :

Tableau 19 : Budget et schéma de financement des activités 2011 du BIANCO (Montant en Milliers d'Ariary)

RUBRIQUE	BUDGET 2011 (En Milliers d'Ariary)	%	SCHEMA DE FINANCEMENT (En milliers d'Ariary)		% DE FINANCEMENT	
			Etat Malagasy	Partenaires Ext.	Etat Malagasy	Partenaires Ext.
1.- ACTIVITES DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	1 483 921	20,9%	1 401 953	81 968	94,5%	5,5%
- Activités opérationnelles	1 053 464	71,0%	1 053 464	0	100,0%	0,0%
- Investigation	433 600	41,2%	433 600	0	100,0%	0,0%
- Prévention	217 200	20,6%	217 200	0	100,0%	0,0%
- Education	402 664	38,2%	402 664	0	100,0%	0,0%
- Comités Consultatifs	25 050	1,7%	25 050	0	100,0%	0,0%
- Appui Opérationnel	88 010	5,9%	88 010	0	100,0%	0,0%
- Réunions et conférences internationales	42 066	2,8%	15 000	27 066	35,7%	64,3%
- Communication	168 831	11,4%	168 831	0	100,0%	0,0%
- Formation	106 500	7,2%	51 598	54 902	48,4%	51,6%
2.- INVESTISSEMENT	432 955	6,1%	94047	338 908	21,7%	78,3%
3.- FONCTIONNEMENT	5 198 050	73,1%	5 198 050	0	100,0%	0,0%
BUDGET 2011 (En Milliers d'Ariary)	7 114 926	100,0%	6 694 050	420 876	94,1%	5,9%

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme du BIANCO



Annexe 2 : Rapport des comités consultatifs du BIANCO

1.- Mission, mandat et fonctionnement des comités consultatifs

Les Divisions opérationnelles des Branches Territoriales sont assistées par des Comités Consultatifs conformément aux termes du décret N° 2008-176 du 15 Février 2008 portant réorganisation du BIANCO. La nomination des membres, la composition, le fonctionnement ainsi que les termes de leur mandat sont fixes par décision du Directeur Général du BIANCO.

Les membres des Comités Consultatifs sont nommés par le Directeur Général du BIANCO sur proposition d'une liste établie et présentée par chaque Directeur Territorial.

Les Comités Consultatifs sont chargés, dans leur domaine respectif, de donner des avis sur :

- les rapports relatifs aux investigations qui ont échoué et aux plaintes ne pouvant pas donner lieu à une investigation, préalablement à la prise d'une décision de classement par le Directeur Général ;
- la prévention contre la corruption et les infractions assimilées ;
- les relations avec les citoyens.

Le mandat des membres est fixé pour une année tacitement renouvelable cinq fois et pour un maximum de six années en poste continu.

La périodicité des réunions des membres des Comités Consultatifs est fixée par décision du Directeur Territorial après accord préalable du Directeur Général du BIANCO. Pour le Comité Consultatif « Investigation » la fréquence de la réunion est de une fois par mois ou tous les deux mois. Par contre celle du Comité Consultatif en « Education - Prévention » s'effectue tous les trimestres.

2.- Composition et membres des Comités Consultatifs

Les comités consultatifs sont composés des membres ex-officio et Es-qualité. Sont nommés membres des Comités Consultatifs, au titre de l'exercice 2010 :

Branche Territoriale d'ANTANANARIVO

Comité Consultatif en Investigation

- Mesdames :
 - SLIME Viviane, Magistrat près la Cour d'Appel,
 - RAMIARISOA Sylvia, Gérante d'entreprise – Représentant du Secteur Privé,
- Messieurs :
 - ANDRIAMAHEININA Bert, Médecin Honoraire,
 - RAKOTOMANANA Honoré, Ancien Chef d'Institution,
 - RAMANANDRAIBE Iharivaka, Représentant Bâtonnier,
 - RAKOTONIAINA Andry Jovain, Gérant de Société
 - Lieutenant Colonel RAKOTOMALALA Tahina, Représentant Commandant G.N,
 - Commissaire ANDRIANTSEHENO Joachim., Représentant le D.G.P.N,

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
 - RAMANAMIHANTATSOARANA Monique, Vice Président Université d'Antananarivo,
 - RABARY Mathilde, Présidente des SOS aux victimes du non-droit et Présidente du Réseau pour l'éradication de la violence,
 - RATOVONELINJAFY Bakoly, Magistrat, Conseiller près la Cour Suprême,
- Messieurs :
 - ANDRIANASOLO Alexandre remplacé par RAJAONARIVELO Théogène, respectivement Directeur Général sortant et Directeur Général entrant de l'E.N.A.M,
 - MAHATAKY, Directeur Général de la Fonction Publique,
 - RAZAFIARISAONA Jean Paul, Directeur des Curricula et des Intrants auprès du Ministère de l'Education Nationale,
 - RAKOTONDRAZAKA Roger, Directeur de la Législation, de la Réglementation et des Etudes Douanières auprès de la Direction Générale des Douanes,
 - ANDRIANJANAKA Mandrindra Albert, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antsirabe,
 - RANDRIAMAMORISOA Marc, Chef de Service d'Appui et de Formation au sein de la Direction Générale des Impôts
 - Lieutenant Colonel RAMANOELINA Fanantenana Holison David, en service au Secrétariat d'Etat de la gendarmerie Nationale;

Branche territoriale de FIANARANTSOA

Comité Consultatif en Investigation

- Madame:
 - NARAZANA, Enseignant - Chercheur à l'Université de Fianarantsoa,
- Messieurs :
 - RAHARIMALALA Andriampenotiana, Procureur Général près la Cour d'Appel,
 - Général de Brigade RANDRIANASOLO Jean Dénéri , Commandant la Circonscription Régionale de la Gendarmerie Nationale de Fianarantsoa,
 - RAFANOMEZANTSOA Roger, Directeur Inter Régional de la Sécurité Intérieure,
 - RALAY Antoine, Avocat, Membre de l'Ordre des Avocats,
 - RAMONJA Jean-Marie, Professeur de Médecine retraité,
 - RAMANITRA Richard, Avocat Général près la Cour d'Appel,
 - Colonel KOTO Georges, 1er Officier Adjoint au Commandant CIRGN,
 - RAKOTOSON Georges Antoine, Colonel retraité de la Gendarmerie Nationale ;

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
 - TALSON Rachelle Marie Léa N., Directeur Inter-Régional de la Communication,
 - RAZANAMAHEFA Désirée Marie Stella, Directeur Exécutif du CEDII,
 - RASOALANDINIRINA Olga, Expert en communication rurale,
 - RAMANAMIHAJA Bodosoavololona, Expert Comptable, Membre de l'O.E.C.C.A.M,

- Messieurs :
 - RAZAFIMAHATRATARA Vincent, Directeur Inter - Régional de l'I.G.E,
 - RAZAFINDRASALA Andriambaonirina, Directeur Inter-Régional de la F.P.T.L.S,
 - RAKOTONANDRASANA Marcel, Directeur Régional de l'Education Nationale,
 - RASOLOMAHEFA Edmond, D.G de la Chambre de Commerce et de l'Industrie,
 - RABEMILA Manohisoa, Enseignant chercheur à l'Université de Fianarantsoa,
 - HERISON Olivier, Commissaire Financier près le Tribunal Financier de Fianarantsoa ;

Branche territoriale de TOAMASINA

Comité Consultatif en Investigation

- Messieurs :
 - ANDRIATINARIVELO René José, Procureur Général près la Cour d'Appel,
 - RAMAHENINA Anselme, Chef de Service Inter Régional de la Police Economique,
 - Maître RABENJARIJONA Antonio, Représentant le Délégué du Bâtonnier,
 - Colonel IAMA Radafy, Commandant de la CIRGN de Toamasina,
 - VELONTRASINA Julien, Doyen de la faculté de Droit, d'Economie et de Gestion à l'Université de Toamasina,
 - RAZAFINDRABE Ernest, Président du KMF/CNOE,

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
 - GILBERT Sylvie, Directeur Inter-Régional des Mines et des hydrocarbures,
 - RASOAMANANTENA Marie Ange, Directeur de l'ONG ODDIT ;
- Messieurs :
 - PIERRE Allain Olivier, Directeur Inter-Régional de la Fonction Publique (FPTLS),
 - SOLO Justin, Directeur Régional de l'Education Nationale,
 - RAKOTOBE Jean Louis, Receveur des Douanes,
 - ZOELISON Arthur, Réalisateur audio visuel TVM,
 - RASOLONJATOVO Nestor, Directeur de la Radio Télévision FMA,
 - RAKOTOMAHAZO Thierry, Gérant Transitaire,
 - BOTO Edmond, Consultant ;

Branche territoriale de MAHAJANGA

Comité Consultatif en Investigation

- Mesdames :
 - RAMIANDRASOA Véronique, Premier Président de la Cour d'Appel de Mahajanga,
 - RANDRIAMORAMANANA Onivola, S.G du Groupement des Entreprises Privées,
- Messieurs :
 - RANDRIANIRINA Edmond, Procureur Général près la Cour d'Appel de Mahajanga,
 - Colonel RAFELIVA Marc, Commandant de la CIRGN de Mahajanga,

- FIANJAHA Raymond, Directeur Inter-Régional de la Sécurité Publique,
- SAID Hassan, Président du Sojabe de Mahajanga,
- Maître ALIBAY Moïse, Délégué de l'Ordre des Avocats de Mahajanga,
- Pasteur RAKOTOARINALA Roger, retraité ;

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
 - RAZANAMAMPIONONA Charline, membre de l'ONG KOFEHY,
 - RAKOTOASIMBOLA Jemima, Journaliste,
 - RAKOTOMAHANINA Flore, Représentant BIT
- Messieurs :
 - RALISON Andrianaivo, Directeur du Centre Hospitalier Universitaire d'Androva,
 - RAZAFY Philibert Marcel, Directeur Provincial de la Communication de Mahajanga,
 - BELAMY Rafidison, Directeur Régional de la Fonction Publique,
 - RANAIVOSON Jean Claude, Directeur Régional des Impôts,
 - RAKOTOMALALA Max Olivier, Président du C.A de l'Université de Mahajanga,
 - FRANCOIS, Chef de Service Inter-Régional de la Police Economique à Mahajanga,
 - RICHARD Gaëtan, Conseiller Technique auprès de la Région BOENY ;

Branche territoriale de ANTSIRANANA

Comité Consultatif en Investigation

- Madame :
 - ANDRIANTSEHENO Léa Monique, Avocat
- Messieurs :
 - JAOZARA Florent, Président du Tribunal de 1^{ère} Instance d'Antsiranana,
 - Colonel ZATOMANA Léonard Robson, Commandant de la CIRGN d'Antsiranana,
 - VITAMANANA Amadou, Directeur Inter – Régional de la Santé Publique,
 - JAODADY Amélien, Inspecteur d'Etat, Contrôleur des Dépenses Engagées,
 - GOVINDJEE Anante, Docteur en Médecine Générale,
 - ABDOU KAID, Commerçant,

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Madame :
 - NAMIAH Ranjarahisoa Lucie, Directeur Inter – Régional de la F.P.T.L.S,
- Messieurs :
 - MANANAHY Dauphin, Responsable Programmation et de l'Equipe Sanitaire Mobile,
 - JAONOSY Justin, Directeur du développement Régional,
 - RALAIARITAFIKA Urbain, Coordonnateur de la Justice et Paix,
 - SAID M'ZE, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
 - RAZAFIMAHATRATRA Laurent Alfred, Expert en fiscalité,
 - MANANJARA Francis, Expert en Gestion,
 - ANDRIANIRINA Charles Bernard, Vice Président de l'Université d'Antsiranana,
 - RAKOTOSALAMA Julien, Directeur Régional de l'Education Nationale.
 - Révérend Père ZAFISORATRA Simon, Directeur de la Radio Faniry ;

Branche territoriale de TOLIARA

Comité Consultatif en Investigation

- Messieurs :
 - TSABOTO Jean Adolphe, Procureur Général près la Cour d'Appel,
 - Général TATANJAKY Martin, Commandant de la CIRGN de Toliara,
 - MANDIMBISOA Alphonse, Délégué de Bâtonnier de l'Ordre des Avocats,
 - Commissaire ASOMANO Richard, Directeur inter-régional de la Sécurité Publique,
 - RASOLOFOMASY Simon Seta, Chef du Département Droit de l'Université de Toliara,
 - JAOVITA Albert, Vice - Président de la Plateforme de la Société Civile,
 - RALAITAFIKA Halinjiva Andry, directeur d'Agence de la BNI CA de Toliara,

Comité Consultatif en « Education – Prévention »

- Mesdames :
 - RAHOLIMALALA Angèle, Auditeur Financier, Directeur d'Agence du Cabinet SAGA,
 - FOKONONTSOA Monja, Présidente de la Plateforme de la Société Civile,
- Messieurs :
 - NAHORY, Directeur Régional de l'Education Nationale,
 - PASCAL, Directeur Régional de la Fonction Publique (F.P.T.L.S),
 - ANDRIANARISON Justin, Directeur Régional des Mines et des hydrocarbures,
 - RANDRIANARISOA Yvon Pierre, Chef de Service Appui aux Communes,
 - FREDERIC, Directeur de l'Inspection Générale de l'Etat à Toliara
 - SHALIM Sheraly, Opérateur Economique, Président de l'Office Régional du Tourisme,
 - DELIBOU YOUSOUF Somano, Avocat au Barreau de Madagascar.
 - CHRISTIAN Maurice, Représentant Régional TELMA.

3.- Réalisations et recommandations des membres des Comités consultatifs

3.1.- Volet Investigation

Le tableau ci-après récapitule la situation des dossiers soumis pour examen des Comités Consultatifs en Investigations des six (6) Branches Territoriales du BIANCO au 31 Décembre 2010 :

Tableau 20 : Etat des dossiers soumis pour examen des Comités Consultatifs

	TNR	FNR	TMV	MJG	ATN	TLR	TOTAL
Dossiers investigables	2.375	982	489	544	615	431	5.436
Dossiers traités	2.014	839	432	441	278	225	4.229
Dossiers soumis aux CCI	1.357	318	263	351	120	118	2.527
Dossiers classés par CCI	1.355	306	243	339	120	115	2.478
Pourcentage des dossiers classés par les CCI par rapport aux dossiers traités	67%	36 %	56 %	77 %	43 %	51%	59 %

Les dossiers examinés et les décisions de classement prononcées par les Comités Consultatifs des Branches Territoriales au cours de l'exercice 2010 sont récapitulés comme suit :

Tableau 21 : Etat des dossiers classés sur décision des Comités Consultatifs

	TNR	FNR	TMV	MJG	TLR	ATN	TOTAL
Dossiers soumis aux CCI	181	83	38	106	66	81	555
Dossiers classés par CCI	179	81	30	100	63	81	534
Pourcentage des dossiers classés par les CCI par rapport aux dossiers traités	99 %	98 %	79 %	94 %	95%	100 %	96 %

Les principaux conseils émis par les Comités Consultatifs en Investigation des six (6) Branches Territoriales du BIANCO porte essentiellement sur :

- Le renforcement de la synergie entre les trois volets de la stratégie de Lutte Contre la Corruption, notamment la Prévention, l'Education et l'Investigation ;
- L'importance des résultats de traitement des grands dossiers de corruption sur la crédibilité et le maintien de la confiance du public à l'indépendance du Bureau.

3.2.- Volet Education – Prévention

Les principaux conseils et avis formulés par les Comités Consultatifs en « Education – Prévention » des Branches Territoriales du Bureau son récapitulés ainsi :

Conseils d'ordre général

- Impliquer les membres du Comité Consultatif dans l'élaboration du Plan de Travail Annuel ;
- Mettre en place un système d'auto-évaluation;
- Apporter la contribution du BIANCO dans le domaine des élections ;
- Elaborer un guide pour les élus ;
- Renforcer la mobilisation du monde rural à la Lutte Contre la Corruption ;
- Vulgariser les bonnes pratiques au niveau des secteurs.

Assistance dans l'organisation des concours administratifs

- Assister, dans la mesure du possible, les Organisateurs des concours administratifs ;
- Etablir au préalable un calendrier général annuel des Concours administratifs ;
- Donner un caractère officiel et contraignant au guide de prévention de corruption dans l'organisation des concours administratifs ;

Mise en place des dispositifs anticorruption

- Programmer des actions d'accompagnement pour renforcer le suivi et évaluation des dispositifs en place ;
- Suggérer aux bureaux des Collectivités Territoriales Décentralisées et Services Techniques Déconcentrés de coordonner les commandes des imprimés (quittance) lesquelles devraient être effectuées par les Instances supérieures, pour permettre le contrôle et éviter la malversation ;
- Sensibiliser les premiers responsables des services et bureaux publics à respecter et à faire respecter le code de conduite et le standard de services déjà en vigueur dans leurs établissements, car un acte malveillant d'un seul agent pourrait ternir l'image et la notoriété de l'ensemble du service ;
- Maintenir les efforts dans le renforcement et l'appui à la mise en application des standards de services auprès des Collectivités Territoriales Décentralisées et Services Techniques Déconcentrés ;
- Collaborer avec les partenaires techniques et financiers tels que le Saha Betsileo pour faciliter la mise en place des standards de service au niveau des Communes ;
- Procéder au renforcement de capacité des agents publics enfin de favoriser la probité et l'intégrité ;

Réseau d'intégrité et d'honnêteté

- Impliquer les parents d'élèves dans la mise en œuvre des activités des Réseaux ;
- Renforcer l'éducation civique axée sur les droits et obligations des citoyens en milieu scolaire et programmer des séances d'appropriation en matière de LCC pour les Chefs ZAP et les Chefs Cisco ;
- Mettre en place le concept de Réseau d'intégrité et d'honnêteté auprès des Université par le biais des Associations des Etudiants.

Célébration de la Journée Internationale de la lutte contre la corruption

- Organiser un grand tapage médiatique pour la célébration de la Journée Internationale de la lutte contre la corruption et collaborer avec les Organes de presse pour la couverture médiatique de l'événement ;
- Cibler en particulier les Grandes Ecoles et les Universités pour les conférences débats.

Déclaration de patrimoine

- Revoir le mode de distribution des imprimés de déclaration et renforcer le suivi ;
- Procéder à la répression des infractions consécutive à la non déclaration de patrimoine ;
- Porter à la connaissance du public la liste des assujetties qui ont rempli leur Déclaration de Patrimoine.

Education du citoyen

- Prioriser la mission d'éducation, focaliser nos activités dans les milieux éducatifs et scolaires, axer les efforts dans les instructions civiques et faire renaître l'éducation citoyenne ;
- Interpeller les Autorités pour reconsidérer l'aspect Lutte Contre la Corruption dans l'Enseignement ;
- Collaborer avec les Mass Média et les Eglises, dans la mission d'éducation touchant la Lutte Contre la Corruption ;
- Renforcer la collaboration avec les OSC ayant des antennes locales telles que KMF/CNOE, Justice et Paix dans le cadre de mobilisation des relais d'éducation ;
- Profiter la Journée Mondiale de la Jeunesse Mada 2012 à Antsiranana pour mobiliser les jeunes à la Lutte Contre la Corruption;
- Inciter le changement de mentalité de certaines autorités et Chefs de District pour qu'ils puissent être comme un modèle dans la mise en œuvre de la Lutte Contre la Corruption sur les axes routiers ;
- Rendre les sketches plus persuasifs en les transformant en vidéo, si les moyens le permettent.

Lutte contre la corruption sur les axes routiers

- Tenir compte de l'importance d'un mini-reportage dans le domaine de la Lutte Contre la Corruption sur les axes routiers ;
- Associer la Police de la Route à l'Association des Transports Terrestres (ATT) dans le cadre de la prévention des accidents et de la lutte contre la corruption et renforcer le contrôle périodique de l'application des dispositions du Guide des Usagers de la Route.

Secteur privé

- Collaborer avec les Autorités régionales et locales pour mobiliser davantage le secteur privé à s'adhérer à la lutte contre la corruption ;
- Ne pas ignorer la mise en place des Standards de service au niveau du Secteur privé.

-

Annexe 3 : Tableau de comparaison des réalisations aux indicateurs prévus

VOLET	INDICATEURS	Objectifs 2010	Réalisations 2010	Ecart	% de réalisation	Analyse des écarts
Application de la loi	1- Nombre de doléances reçues	7 000	4 945	-2 055	71 %	La crise politique de l'année 2009 a totalement bouleversé la vie économique et sociale à Madagascar. Le revirement de comportement des acteurs et la perte progressive des acquis sur les efforts pour la promotion de l'intégrité et des bonnes pratiques constituent le principal risque du Programme. La pratique de la corruption est devenue une attitude généralisée de tous les acteurs pour atténuer les effets et les incidences de la crise. La diminution significative en nombre de doléances reçues et des déclarations de patrimoine enregistrées provient essentiellement du contexte actuel de crise, d'une part, et du changement fréquent des responsables assujettis, d'autre part.
	2- Nombre de doléances de corruption investigable	1 250	1 046	- 204	84 %	
	3- Nombre de dossiers de corruption investigable traités	1 000	886	- 114	89 %	
	4- Nombre de dossiers transmis aux juridictions	400	337	- 63	84 %	
	5- Nombre de déclaration de patrimoine reçue	3 000	1 345	- 1 655	45 %	
Education - Communication	1- Nombre de codes élaborés et édités	8	3	- 5	38 %	Le contexte de crise est la principale cause du décalage entre les activités réalisées par rapport à celles programmées
	2- Nombre de réseaux d'intégrité et d'honnêteté mis en place et opérationnel	18	17	- 1	94 %	La première année de lancement de cette activité est encourageante grâce au dynamisme des établissements scolaires et à l'engagement des jeunes à la LCC.
	3- Nombre de politique régionale mise en place	18	15	- 3	83 %	La stabilité des responsables Régionaux au cours de 2010 favorise la poursuite des activités entreprises depuis 2009.
Prévention	1- Nombre de systèmes et procédures analysés	12	3	- 9	25 %	Non réalisation des activités programmées à cause de la non disponibilité des ressources financières et de l'insuffisance de la sérénité dans le contexte de crise
	2. Nombre des entités accompagnées dans la mise en œuvre des recommandations d'audit	7	6	-1	86 %	Reprise progressive du rythme des travaux d'accompagnement à la suite des événements de la crise politique de 2009
	3 - Nombre de concours administratifs assistés	5	14	+ 9	280 %	Accroissement significatif de la sollicitation du Bureau pour des besoins de sécurisation et de crédibilisation les concours par les organisateurs
Développement de la capacité opérationnelle BIANCO	Effectif du Bureau	255	170	-85	67 %	Gel de recrutement et départ volontaire de quelques agents des branches territoriales à cause des problèmes liés à l'insécurité consécutifs aux événements survenus lors de la crise politique 2009
	Nombre de séances de formations locales réalisées	20	4	- 16	20 %	Insuffisance de ressources financières allouées pour la formation du personnel.
	Nombre de séances de formations à l'extérieur réalisées	2	0	- 2	0 %	Les invitations pour la participation du BIANCO aux réunions et forums internationaux ont été honorées grâce aux financements ponctuels de la Banque Mondiale et des Ambassades de la France et de la Chine à Madagascar.
	Nombre de réunions et forums internationaux	5	3	-2	60 %	